

**Projet de Fin d'Etudes**

# LA RECONVERSION CULTURELLE DU BASSIN MINIER DU NORD- PAS DE CALAIS

*La patrimonialisation et les initiatives culturelles  
sont-elles des outils de développement local ?*



**RINIERI Camille**

**2018**

**Directeurs de recherche**  
**BLONDEL Cyril et VERDELLI Laura**

# PROJET DE FIN D'ÉTUDES

CAMILLE RINIERI  
ANNÉE SCOLAIRE 2017/2018  
SOUS LA DIRECTION DE BLONDEL CYRIL  
ET LAURA VERDELLI

CITERES  
UMR 7324  
Cités, Territoires, Sociétés,  
et Environnement

Equipe DATE  
Ingénierie du Projet  
D'aménagement,  
Paysage, Environnement

## La reconversion culturelle du Bassin Minier du Nord-Pas de Calais

*La patrimonialisation et les initiatives culturelles sont-elles  
des outils de développement local ?*

## AVERTISSEMENT

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

L'auteur (les auteurs) de cette recherche a (ont) signé une attestation sur l'honneur de non plagiat.

## FORMATION PAR LA RECHERCHE, PROJET DE FIN D'ÉTUDES EN GÉNIE DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

La formation au génie de l'aménagement et de l'environnement, assurée par le département aménagement et environnement de l'École Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme, de l'aménagement des espaces fortement à faiblement anthropisés, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et de techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement et de l'environnement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants-chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer toute ou partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.
- Afin de valoriser ce travail de recherche nous avons décidé de mettre en ligne sur la base du Système Universitaire de Documentation (SU- DOC), les mémoires à partir de la mention bien.

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance à mes Directeurs de recherche, Madame Laura Verdelli et Monsieur Cyril Blondel. Je les remercie de m’avoir encadré, orienté, aidé et conseillé tout au long de ce travail, me permettant d’enrichir ma réflexion.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui m’ont soutenues de près ou de loin, plus particulièrement mon amie Lisa pour sa relecture.

Les enjeux des villes postindustrielles et leur renouveau grâce à la culture

4

Exemple: Le Bassin Minier du Nord-Pas de Calais entre reconversion culturelle et développement local

12

La reconversion culturelle du Bassin Minier, une recette miracle ?

22

SOMMAIRE

4	<b>La ville postindustrielle</b>
4	<b>La régénération urbaine par la culture</b>
	Eléments de définition
	La stratégie culturelle dans le renouveau urbain, quelles finalités ?
	La quête de renforcement de l’identité du territoire, la mise en valeur du patrimoine
	La création d’une identité locale, les projets phares
	Culture et patrimoine, la quête d’une reconnaissance internationale
9	<b>Le renouvellement urbain par la culture, une stratégie sans failles ?</b>
12	<b>La fin des mines, un territoire en déclin</b>
13	<b>La reconversion culturelle du Bassin Minier du Nord-Pas de Calais</b>
	Le processus de patrimonialisation au sein du Bassin Minier du Nord-Pas-de-Calais
	Patrimonialisation et culture, leviers de développement local du Bassin Minier du Nord-Pas-de-Calais
22	<b>La régénération culturelle post-industrielle, une stratégie infiniment applicable?</b>
	Un effet Bilbao à nuancer
	La stratégie culurelle, un modèle épuisé ?
23	<b>La culture, une stratégie pas toujours acceptée par la population</b>
	Les initiatives culturelles correspondent-elles aux attentes de la population?
	La culture, vecteur de gentrification?
24	<b>Les opérations culturelles gommeent elles le passé?</b>
26	<b>Conclusion</b>
27	<b>Bibliographie</b>
31	<b>Annexe</b>



# I. Présentation du contexte: les enjeux des villes postindustrielles et leur renouveau grâce à la culture

## 1. La ville post-industrielle

La France, et plus généralement l’Europe, connaissent de profondes mutations économiques depuis les années 1950, passant d’une majorité d’emplois manufacturiers à une large part de services. Dans les pays occidentaux, l’arrêt de certaines activités d’extraction de matières premières telles que le charbon et la désindustrialisation progressive entraînent la perte de nombreux emplois et donc l’augmentation du taux de chômage, la paupérisation d’une partie de la population ainsi que l’abandon des sites industriels. Ainsi, dès les années 1950, ces changements affectent les tissus urbains et les premières friches industrielles apparaissent. La France n’étant pas épargnée compte, en 1991, 20.000 hectares de friches industrielles d’après un recensement de la délégation interministérielle de l’aménagement du territoire (DATAR). Parmi celles-ci, 5.000 hectares de friches d’origine minière se trouvent dans le Bassin Minier du Nord-Pas de Calais en 1983 (Mission Bassin Minier), soit ¼ de la totalité des friches industrielles du pays !

## 2. La régénération urbaine postindustrielle par la culture

### a. Éléments de définition

L’image négative véhiculée par ces délaissés urbains ainsi que la faible qualité de vie des villes postindustrielles, ont poussé les décideurs politiques à porter une attention toute particulière à la requalification des villes dès les années 1980. Ceux-ci, dans l’optique de réinvestir les vacants industriels et de renverser leur image ont fait appel à la culture. Si à l’origine la culture était perçue comme un luxe, elle devient un levier du développement territorial notamment sur des thématiques de requalification urbaine (Lusso, 2013). Elle s’impose aujourd’hui comme un outil phare et quasi-systématique pour recycler les espaces latents, notamment les friches industrielles (Vickery, 2007). Les exemples d’initiatives culturelles et artistiques pour réinvestir voire tout simplement pour occuper les friches industrielles bâties ou non ne manquent pas: installation de galeries d’artistes, création de musées, de salles de concerts.

Dès lors, nous pouvons nous demander qu’est-ce que la reconversion industrielle par la culture ? Vickery apporte quelques éléments de définition. Il reprend l’étude de Graeme Evans et Phyllida Shaw pour distinguer les différents alignements qui existent entre la “régénération urbaine” (*urban regeneration*) et la culture :

- ‘**culture-led regeneration**’ : ici le renouvellement urbain est guidé par la culture.

### Qu’est ce qu’une friche industrielle ?

Selon l’Établissement Public Foncier du Nord-Pas de Calais, une friche industrielle se définit comme « un espace, bâti ou non, qui a participé ou participe encore marginalement à une activité industrielle et dont l’état de dégradation est tel que tout nouvel usage du sol ou du bâti n’est possible qu’après une remise en état notable».

Ces espaces abandonnés, couplés à des problèmes de pollution, participent à l’image répulsive véhiculée par le territoire à cause de leur manque de qualité urbaine et paysagère (Lusso, 2013).

La question du recyclage des friches s’est très vite posée, pour permettre un renouveau du territoire et donc son développement, grâce aux nombreuses initiatives patrimoniales et écologiques (création de musées et de parcs) pour permettre un renouveau de ce territoire. C’est ainsi que la friche n’est plus seulement synonyme d’abandon mais acquiert un pouvoir reconversion. Elle est alors considérée comme un espace en devenir, permettant une transition entre passé et futur.

En d’autres termes, la culture sert de moteur de la régénération. Elle apparaît sous forme de projets artistiques, autour de bâtiments emblématiques avec une architecture considérable, ou d’un secteur structuré par un projet d’art public.

- ‘**cultural regeneration**’ : la culture est pleinement intégrée dans une stratégie de planification urbaine, où le design, l’art, l’architecture, les arts et l’activité culturelle sont indissociables de l’utilisation et de l’occupation de l’espace.
- ‘**culture and regeneration**’ : cette dissociation des deux termes renvoie à l’utilisation d’une activité culturelle ne faisant pas partie intégrante du projet urbain. On peut citer comme exemple l’art public qui sert souvent à masquer le peu de prise en compte de l’esthétique du design urbain au stade de la planification.

## b. La stratégie culturelle dans le renouveau urbain, quelles finalités ?

Pourquoi utiliser la culture comme levier de reconversion urbaine ? Selon Bailoni, l’objectif est triple. Premièrement, la culture est utilisée afin de **donner une nouvelle image aux villes postindustrielles** généralement associées à des territoires en déclin, criblés de friches et victimes du chômage. Une des stratégies pour remplir cet objectif est celle des grands équipements (les projets dits phares comme nous le verrons par la suite) qui avec leur architecture iconique incarnent à eux seuls le renouveau de toute la ville. Ils attirent entreprises, investissements et touristes donc ont plutôt une vocation économique. Deuxièmement, le renouveau urbain par la culture constitue aussi une occasion pour **développer de nouveaux secteurs d’activités, d’attirer des investissements et de créer des emplois**. A titre d’exemple, nous pouvons citer la création de « quartiers de la culture » favorisant l’implantation d’entreprises liées à l’économie culturelle et créative. La finalité de cet objectif et de renforcer l’économie locale et de créer des nouveaux emplois Enfin, la culture peut servir à **requalifier et réaménager de vieux espaces industriels en friche**. En effet, comme nous l’avons vu précédemment, la désindustrialisation a laissé derrière elle des milliers d’hectares vacants. Il est nécessaire de les réinvestir pour créer une nouvelle continuité urbaine.

D’après ces définitions, la culture serait motrice de renouvellement urbain. Selon Bailoni, il existe deux approches distinctes concernant la reconversion culturelle postindustrielle. La première réside dans la **mise en valeur du patrimoine industriel** et de la culture locale. L’idée générale de cette démarche est de réinvestir l’existant par la culture afin de préserver et de renforcer l’identité locale. Il s’agit de ne plus disqualifier le passé industriel et ses friches mais de le reconsidérer. La seconde approche ne part pas de l’existant mais au contraire propose de **bâtir ex nihilo de nouveaux pôles culturels**. L’objectif premier de ces stratégies culturelles, pour Greffe et Bailoni, est de restaurer l’image et l’attractivité du territoire en le montrant dynamique, créateur et innovateur. D’un point de vue économique, la culture constitue un nouveau secteur économique à développer, avec la création de produits et de services dits culturels qui seront consommés sur place ou à l’extérieur.

Comment ces deux stratégies prennent-elles forme sur le territoire ? Il s’agira maintenant de détailler ces deux approches et de les illustrer.

### Qu’est-ce que la culture ?

Greffe et Pflieger dans leur ouvrage sur la *Culture et le Développement Local*, définissent la culture selon “l’ensemble des valeurs, normes ou références contribuant à définir l’état des relations sociales, les objectifs partagés en commun, les comportements de coopération et de réciprocité entre les individus et les communautés d’une même société.” Plus concrètement, Bailoni inclut dans cette définition les équipements culturels, le design urbain et l’architecture, la production et la création artistique, l’organisation de festivals et de grands événements.

c. La quête de renforcement de l’identité locale, la mise en valeur du patrimoine par le biais de la culture

Mettre en valeur le patrimoine industriel, la préservation d’une identité collective

Comme énoncé ci-dessus, la mise en valeur du patrimoine industriel s’érige comme une stratégie de renouvellement urbain. Autrement dit, il s’agit de ne plus stigmatiser la ville postindustrielle en déclin mais de la revaloriser. Pour cela, l’existant est réinvesti culturellement. Ici l’enjeu est double, il s’agit d’une part de **sauvegarder le patrimoine industriel** et d’autre part de **reconvertir ces espaces en lieux de culture**. Cette démarche est héritière d’une volonté de préserver le passé et de construire une identité collective autour d’une histoire commune. Ainsi se dessine ce qui va suivre : l’importance de l’identité locale. Cette dernière “*is about creating a distinguishing character, one that is not imitative but draws on the unique nature of a place and its people*” (Landry, Greene, Matarasso, Bianchini, 1996). En d’autres termes, l’identité se construit autour d’une histoire unique et propre à un territoire et à sa population. En effet, pour parler d’identité, il est nécessaire que celle-ci soit partagée par tous les habitants du territoire. De cette manière, l’identité collective prend racines dans “*the conviction that other inhabitants in distant streets, whom one will never meet or see, share elements of a common culture and react to events as one would react oneself*” Afin de renforcer l’attractivité d’un territoire il s’agit alors d’identifier les différents éléments constitutifs des forces locales et de les mettre en valeur. Réaffirmer l’identité rime donc avec valorisation du patrimoine.

Avant de détailler plus précisément cette stratégie, il semble nécessaire de définir ce qu’est le patrimoine. Étymologiquement parlant, le mot patrimoine est issu du latin *patrimonium* qui signifie les biens de la famille et l’héritage du père. Ainsi, à l’origine le patrimoine constituait l’ensemble des bien privés et familiaux transmis à la descendance. Cependant, cette définition a évolué sur deux points. Premièrement, le patrimoine, au fil des années, ne se limite plus qu’aux biens privés mais englobe aussi ceux communs et publics. Deuxièmement, la notion s’étend non plus seulement aux bien concrets (objet, œuvre, site) mais également à des réalités idéelles et symboliques telles que les valeurs, coutumes, connaissances, savoirs et cultures. Dès lors, la notion de patrimoine peut être définie comme les biens matériels ou immatériels qui sont transmis aux générations suivantes, dans une logique d’intemporalité et d’éternel (Di Méo, 2008).

Mettre en valeur le patrimoine, le processus de patrimonialisation

Pour le géographe Guy Di Méo, il n’existe de patrimoine que si les acteurs le reconnaissent et souhaitent le sauvegarder, en bref ils lui accordent une certaine authenticité, une véracité. Ce processus qui permet de reconnaître les biens, objets, espaces et pratiques ainsi que leur le passage générationnel est appelé **patrimonialisation**. Ce phénomène s’encadre de procédures de sauvegarde, de conservation, de restauration et de valorisation. L’importance de la patrimonialisation réside dans l’identité collective qui s’accorde sur l’importance des biens et valeurs à transmettre, elle dépend donc d’une certaine affectation sociale.

Comme le souligne la professeur de géographie Maria Gravari-Barbas, l’élargissement du patrimoine et donc du processus de patrimonialisation n’apparaît pas uniquement au niveau de la définition mais se note également en terme de géographie : passant d’un monument, à un périmètre de protection autour de ce bâtiment, puis à tout un territoire. Plus encore, elle explique qu’aujourd’hui « notre société semble intellectuellement (sinon sentimentalement) encline à accepter qu’a priori, tout peut devenir patrimonial ». Cette course à la patrimonialisation peut s’expliquer selon plusieurs facteurs et les deux géographes se mettent d’accord. Tout d’abord, la mondialisation influe la notion de patrimoine puisque de nos jours celui-ci est exposé au monde entier, les territoires se veulent toujours plus attractifs ainsi le tourisme international joue un rôle clef dans les initiatives patrimoniales. Par ailleurs, les changements sociétaux tels que le développement de la mobilité ou l’invention des Nouvelles Technologies et l’Information et la Communication permettent respectivement d’abolir les distances et la perception du monde qui nous entoure et ainsi changent nos rapports à l’environnement et à la culture qui tend à s’universaliser. Plus généralement, l’hybridation des modes de vie et des pratiques (hypermobilité, multiterritorialité, multirésidence, rurbanisation, polynucléarité familiale, renversement des rôles et brouillage des genres, etc.) complexifie les sphères d’attachement et les sensibilités patrimoniales (Oster, 2015). Enfin, les régulations patrimoniales nationales et internationales telles que la Convention du Patrimoine Mondial de l’UNESCO de 1972 ont largement diffusé de la notion du patrimoine dans le monde et de la fait la prolifération du processus de patrimonialisation.

Le cas de la plateforme du Flon, Lausanne (Suisse) :

En Suisse, à Lausanne, l’ancienne plateforme de stockage du Flon s’est transformée en friche à partir des années 1950, suite au choix des entreprises de déplacer leurs activités en périphérie. Elle se compose de bâtiments en dur et de hangars qui s’étendent sur une surface de 5,5 hectares. Cependant, cet espace au cœur du centre ville reste sous-utilisé pendant presque cinquante ans et laissera alors place à la marginalisation (prostitution, insécurité, drogues)... Pendant ce temps de veille, des activités économiques et culturelle s’installent : de petits artisans et commerçants trouvent alors leur place. Ainsi, peu à peu, la zone se dynamise à nouveau et change d’image en passant d’un lieu évité à un lieu très fréquenté (restaurants, boîtes de nuits, galeries, antiquaires, friperies). Bien qu’ayant d’autres projets sur le site, les élus choisissent de ne pas changer les nouveaux usages et la vision du Flon. De nombreuses activités sont maintenues comme les restaurants et les boîtes de nuit, mais, l’image anarchique du Flon ne persiste pas à cause de la gentrification (Andres 2006).

La métamorphose du Flon offre de nouvelles alternatives pour créer l’urbain. En effet, les différents acteurs impliqués (artistes, commerçants,...) nous obligent à repenser notre façon de construire la ville sous un angle plus créatif, plus sensible (Andres 2006). De plus, cette initiative *bottom-up*, revendiquée par les acteurs locaux a servi d’une part à valoriser le site et d’autre part à enclencher la mutation de cette friche. Ceux-ci ont prouvé l’intérêt que présentaient les bâtiments industriels.

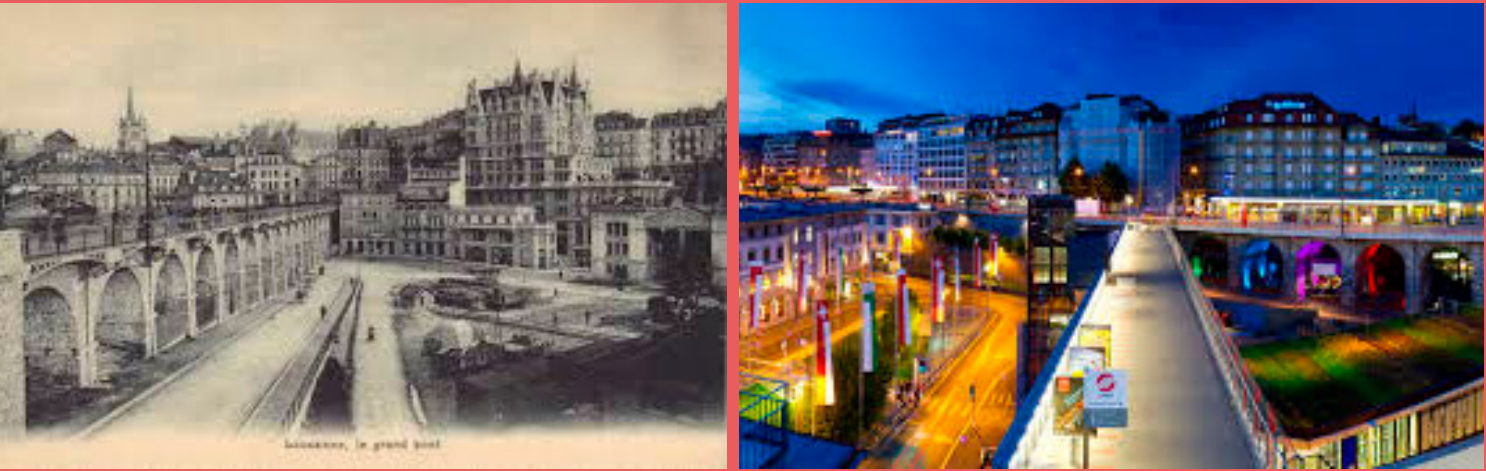


FIGURE 1 : EVOLUTION DU LA PLATEFORME DU FLON DE 1950 A AUJOURD’HUI (SOURCE DE GAUCHE A DROITE : NOTREHISTOIRE.CH ET MYSWITZERLAND.COM)



d. Création d’une identité locale, les projets phares

La stratégie flagship project

Que signifie Falgship ?

Le terme flagship nous vient du vocabulaire militaire, qualifiant le vaisseau amiral situé à la tête d’une flotte de navires de guerre. Le flagship est le plus rapide et le plus armé de tous.

Aujourd’hui, le terme est utilisé dans le monde marketing, notamment le luxe, pour désigner les produits phares, emblématiques, iconiques dont le prestige rayonne sur le reste de la gamme. Puis, la notion s’est élargie au domaine urbain pour désigner les équipements culturels de grande ampleur. (Delalex, 2017)

Le processus de patrimonialisation permet de renforcer l’identité locale et se base sur les ressources existantes. Il est également possible, comme l’explique Bailoni de bâtir ex nihilo de nouveaux pôles culturels pour engager la reconversion postindustrielle. Cette stratégie est notamment utilisée avec les **projets phares** (*flagship projects*). Ces derniers prennent vie, entre autres, avec des bâtiments iconiques et singuliers, visant d’une part à donner une **nouvelle identité** à la ville et d’autre part à **renforcer son pouvoir d’attraction**. Cette stratégie née à la fin des années 1990 avec le Guggenheim de Bilbao qui a initié une construction sans précédent de bâtiments “aux fonctions économiques et médiatiques, conçus comme des armes stratégiques de renouvellement, mais également de conquête et de développement urbain” (Delalex, 2017)



FIGURE 2 : PHTOGRAPHIE DU MUSÉE GUGGENHEIM DE BILBAO (source: tripadvisor)

e. Culture et patrimoine, la quête d’une renommée internationale

Label “Capitale européenne de la Culture”

Une stratégie particulièrement utilisée comme moyen de développement urbain est l’initiative des **Capitales européennes de la culture**. Depuis 1985, l’Union Européenne désigne chaque année ses capitales européennes de la culture. Ce titre est aujourd’hui très prisé et est très populaire car il « permet à la fois de mettre en lumière la ville sur la scène internationale, de développer ses équipements et ainsi de se replacer dans la compétition entre territoires locaux » (Durant, 2016). Ainsi, ce sésame sert de vitrine et apporte une image de marque. En effet, après 33 ans de Capitales européennes de la culture, leur potentiel urbain, touristique et économique et le rôle qu’elles jouent dans la promotion de la cohésion sociale est indéniable. Elles offrent une occasion unique de régénération urbaine et de renforcement de l’image, tant au niveau européen qu’international (Ooi, Hakanson, LaCava, 2000). De nombreuses villes se disputent ce titre chaque année.

Le cas de Glasgow (Ecosse) :

A titre d’exemple, nous pouvons citer la ville écossaise de Glasgow, nommée Capitale Européenne de la Culture en 1990. Cette ville industrielle a souffert dans les années 1970 et 1980 de la désindustrialisation, couplée d’un taux de chômage élevé, d’une chute du nombre de la population et d’une multiplication des crimes. Afin de relancer son économie, Glasgow parie sur le tourisme et se lance dans les manifestations culturelles (Jeannier, 2008) dès 1983. Cette année là, ont eu lieu :

- La première édition du festival Mayfest regroupant théâtre, musique, danse et arts visuels
- L’exposition de la *Burell Collection* d’art privée de l’amateur Sir William Burell
- Le « *Glasgow Miles Better* » : campagne de marketing urbain pour promouvoir la ville en tant que destination touristique et site industriel
- Le premier programme de réhabilitation du centre-ville à l’échelle d’un quartier pour transformer le bâti industriel en résidences et commerces.

Ainsi, « Pour la première fois depuis longtemps, Glasgow attire l’attention des médias pour des raisons culturelles et non à cause de la violence, du déclin des industries traditionnelles, du chômage, de la pauvreté et de l’alcoolisme. » (Jeannier, 2008)

En outre, son nouveau titre de Capitale Européenne de la Culture lui a permis d’être rajeunie et de lui assurer une renommée internationale devant une destination touristique majeure. En effet, elle accueille 3 millions de touristes en

L’effet Bilbao

L’un des exemples précurseur et aujourd’hui emblématique des projets phares est celui de Bilbao en Espagne. Bilbao, ancienne cité industrielle, s’est développée grâce aux exploitations minières, la sidérurgie et des chantiers navals. Cependant, la crise économique des années 1970 a entraîné un déclin des emplois industriels, un taux de chômage de 20% ainsi qu’une dégradation de l’environnement et du tissu urbain (MASBOUNGI, 2008). Face au déclin de la ville et aux nombreuses friches, un projet ambitieux a été amorcé mêlant accessibilité (nouvelles infrastructures aéroport, métro, tramway et raccordement au réseau autoroutier européen), environnement (création de nombreux parcs) et surtout culture avec la réalisation du musée Guggenheim en 1997 par l’architecte Frank Gehry sur une friche industrielle des anciens chantiers navals. Ce musée à l’architecture unique et surprenante de verre et de titane a eu un effet catalyseur: il a totalement renversé l’image de la ville et l’a rendue célèbre aux yeux du monde entier. Désormais, les touristes s’y bousculent au nombre d’un million chaque année. De ce fait, cet investissement considérable a dégagé un retour d’investissement pour la ville, en seulement deux ans, lié à l’explosion du nombre de visiteurs et aux effets induits sur l’attractivité et l’économie générale de la ville (Masbounji, 2008). Les nouveaux fonds injectés dans l’économie locale, permettent alors une nouvelle croissance de Bilbao et de nouveaux investissements. En effet, le musée contribue à hauteur de 1,57 Milliards d’euros au PIB régional et a participé à la création de 45.000 emplois (Cambon, 2007).

Aujourd’hui Bilbao est perçu comme un emblème, voire un modèle de développement urbain à tel point qu’on parle “d’effet Bilbao” ou bien “d’effet Guggenheim”. Cet effet peut être décrit comme “a phenomenon whereby cultural investment plus showy architecture is supposed to equal economic uplift. [Bilbao] is the father of “iconic” architecture, the prolific progenitor of countless odd-shaped buildings the world over.” (Moore, 2017). En bref, le renouvellement urbain post-industriel de Bilbao grâce à son immense **projet phare** et son **image de marque** est envié partout dans le monde et a tenté d’être reproduit de nombreuses fois : la fondation Luma à Arles, le Centre Pompidou à Metz...

1990 contre 700.000 huit ans plus tôt. De plus, ce titre lui a permis de développer son industrie culturelle qui a augmentée de près de 4% entre 1986 et 1990 grâce à la construction de nombreuses infrastructures culturelles : salles de concert, musées, salles de spectacles comme l'infrastructure phare *The Clyde Auditorium* dessiné par l'architecte de renom Sir Norman Foster. Plus généralement l'économie régionale s'est vue renforcée, gagnant entre 10,3 et 14,1 millions de livres grâce à l'ensemble des manifestations organisées en 1990.



FIGURE 3 : PHOTOGRAPHIE DE THE CLYDE AUDITORIUM DE GLASGOW (SOURCE : WIKIPÉDIA)

L'inscription Unesco

Pour résumer, ces dernières décennies, d'une part de nombreuses villes industrielles se sont lancé dans le challenge du renouvellement urbain par la culture et d'autre part l'intérêt pour le patrimoine industriel n'a cessé de prendre de l'ampleur. L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) joue ici un rôle important. En effet, le rôle de l'UNESCO est de préserver les sites d'intérêt mondial.

A l'origine, l'inscription au patrimoine mondial de l'humanité était réservé aux sites et bâtiments présentant un intérêt esthétique et historique comme la Grande Muraille de Chine, le Taj Mahal et Inde ou bien les temples d'Angkor au Cambodge. Cependant, depuis quelques années, un intérêt grandissant est porté aux friches industrielles et en 1994 le premier site industriel, l'usine Völklingen-Hutte en Sarre (Allemagne) héritière des aciéries Röckling créées en 1881, est classé Unesco (Sauteron, 2012). Le label Unesco apportant un rayonnement à l'international, les demandes d'inscription se bousculent à tel point que l'organisation limite les candidatures : chaque état n'a le droit qu'à deux demandes d'inscription par an et chaque année seulement 45 sites peuvent être inscrits.

L'UNESCO est une agence des Nations Unies. Cette organisation adoptée par 20 Etats dès 1945 suite aux pertes humaines et matérielles de la seconde guerre mondiale, comporte aujourd'hui 195 Etats Membres. Son objectif premier est d'assurer la paix et la sécurité en favorisant la collaboration internationale à travers l'éducation, la culture et les sciences (SOME, 2015). Par ailleurs, suite aux destructions causées par la guerre, l'idée est venue de protéger certains sites et monuments à l'échelle mondiale. L'UNESCO, décide alors d'œuvrer pour la protection de patrimoine mondial, culturel et naturel suivant la Convention de 1972.

3. Le renouvellement urbain par la culture, une stratégie sans failles ?

Le renouvellement urbain culturel est devenu la norme dans toute l'Europe au cours des années 1990. En effet, la reconversion culturelle postindustrielle est perçue comme la solution *sine qua non* pour résoudre les problèmes urbains liés à la désindustrialisation. Cela se transcrit par l'insertion de musées dans les zones postindustrielles, la mise en valeur/réinvestissement du patrimoine industriel, la création de quartiers culturels et l'adoption de stratégies de marketing urbain de la ville basées sur des projets phares. Par ailleurs, les titres « Capitales Européenne de la Culture » et « UNESCO » sont eux aussi très recherchés pour renforcer la transition des anciennes villes industrielles et pour se faire connaître mondialement.

Face à l'effervescence de la culture comme levier de régénération urbaine, nous pouvons nous demander si la culture peut réellement être utilisée à tous les coups ? L'effet Bilbao est-il vraiment reproductible ? En effet, l'effet Bilbao nécessite d'être nuancé, il ne s'agit pas seulement d'implanter un musée des Beaux-Arts à l'architecture fantastique pour résoudre les problèmes urbains. Il faut, en revanche, monter un projet de grande ampleur, comme l'a fait Bilbao, en revoyant tout son système de transport et d'accessibilité ainsi qu'en rénovant la ville (ravalement de façades, restauration de monuments). En bref, un simple bâtiment iconique ne suffit pas, comme le prouve la Cité de la Culture à Saint-Jacques de Compostelle (Espagne) qui malgré son architecture et les lourds investissements a été un échec cuisant. Le bâtiment, dessiné par Peter Eisenman a coûté quatre fois plus que le budget prévu initialement (400 millions d'euros) et seulement dans la maintenance des bâtiments coûte 4,5 millions d'euros chaque année (Peregil, 2011). Sa mauvaise connexion au reste de l'agglomération n'a entraîné que peu de visiteurs, à tel point que le lieu est aujourd'hui désert et sa construction n'a jamais été finie.

Par ailleurs, cette stratégie culturelle aujourd'hui universelle s'applique-t-elle aux spécificités de chaque territoire ? N'est elle pas trop utilisée et donc épuisée ? La culture semble en effet être appliquée comme un modèle homogène dans les villes postindustrielles qui se mettent à servir toute la même chose : des musées, des théâtres... De même, tous ces équipements sont-ils en adéquation avec le patrimoine industriel ? Puisque de nombreux équipements sont construits en faisant table rase du passé, cela se résume-t-il à nier le passé industriel et à l'oublier ?

En plus de la nécessité de l'adéquation des initiatives culturelles avec le territoire, celles-ci correspondent-elles aux attentes des populations locales ? Afin qu'un projet fonctionne la population doit être en accord avec celui-ci, le soutenir et en être fière. En effet, les "habitants sont les premiers bénéficiaires mais aussi les premiers contributeurs du projet (par le financement via impôts, mécénat... mais aussi par le chauvinisme, la vente des qualités de leur ville et du projet)" (Chevasson, 2017). Cependant, nous pouvons très bien imaginer que les initiatives ne sont pas forcément bien reçues par les locaux, peut-être paraissent-elles trop fastueuses ? Sont-elles équitables ? S'adressent-elles sans équivoque à toutes les classes sociales et pas seulement aux classes les plus hautes ? En d'autres termes conduisent-elles à des phénomènes de gentrification ? Nous l'avons vu précédemment avec l'exemple du Flon à Lausanne, où les activités culturelles ont conduit à l'embourgeoisement du site. Richard Florida partage ce point de vue, selon lui le développement culturel attire une frange précise de la population, appelée la classe créative. Les membres de la classe créative travaillent dans les secteurs culturels (arts, médias...), vivent dans les quartiers rénovés, ont un certain pouvoir d'achat et consomment la culture ce qui conduit à la gentrification (Miles, 2013). En plus de cette classe créative, certains touristes peuvent être attirés par la ville culturelle et peuvent investir dans des logements, amenant les locaux à vivre en périphérie (Chevasson, 2017). Cependant, la gentrification est-elle inéluctable ? Comment faire adhérer la population locale à un projet de renouveau urbain par la culture ? Comment ne pas reproduire ce qui s'est fait ailleurs pour construire un projet en adéquation avec les caractéristiques du territoire ? L'effet Bilbao a-t-il encore un avenir ? Plus généralement, la culture constitue-t-elle une réponse unique au déclin industriel ? Peut-on l'utiliser systématiquement ?

Plus généralement, nous pouvons nous interroger sur le rôle de la culture dans le développement local. La culture peut servir à la fois de développement économique en créant de nouveaux emplois dans le secteurs culturel et aussi en dévelop-



pant l’offre touristique puisque la culture est un facteur d’attractivité. Au delà du domaine économique, la culture à un rôle social à jouer autour de l’édification d’un nouveau projet identitaire pour les habitants, permettant de changer la vision négative qu’ils ont de leur territoire. Cependant, comme nous venons de l’énoncer, ces projets vont-ils profiter aux populations présentes ? Les emplois créés seront-ils destinés aux habitants ? Plus particulièrement dans des territoires industriels et ruraux où la population présente est peu inclinée au changement et sensible aux initiatives culturelles. Si les politiques publiques ont un rôle à jouer, il semble tout aussi nécessaire de convaincre les populations et les amener à enclencher cette mutation d’envergure individuellement et collectivement, en tant que première destinataire du changement. Pour Etienne Marest, ces interrogations ne sont que très peu soulevées et constituent les conditions nécessaires à la réussite ou l’échec du développement territorial par la culture. Il souligne très justement que « le développement territorial est avant tout un projet de développement humain : pour les humains, par les humains, avec les humains ». Les habitants constitueraient la clef de la réussite, ils doivent partager le changement et être accompagné pour ce faire.

Cette réflexion demande d’être illustrée avec un cas concret, celui du Bassin Minier du Nord-Pas de Calais qui après trois siècles d’industrie a dû se renouveler face à la multiplication des friches. Pour ce faire, ce territoire a lui aussi opté pour une stratégie culturelle de reconversion. Il est intéressant de prendre en exemple ce cas précis pour répondre aux questions précédemment posées car ce territoire a investi toutes les stratégies de renouvellement urbain citées plus haut: patrimonialisation, projet phares, label Unesco... Il s’agira alors dans un premier temps de comprendre comment le Bassin Minier s’est réapproprié ces initiatives et dans un second temps de réfléchir à la pertinence de celles-ci par rapport aux spécificités locales et aux habitants.

## II. Exemple: Le Bassin Minier du Nord-Pas de Calais entre reconversion culturelle et développement local

### 1. La fin des mines, un territoire postindustriel en déclin



Le Bassin Minier du Nord-Pas de Calais a joué un rôle clef dans le développement de la France et même de l’Europe dès 1720. D’une part, sa situation géographique apparaît comme un carrefour entre les grandes métropoles européennes et représente ainsi un point stratégique pour les échanges. D’autre part, il est le second plus étendu en Europe du Nord-Ouest, après celui de la Ruhr en Allemagne. Pour donner un ordre d’idées, en 1913, il produit 67% de la production nationale de charbon soit 27 millions de tonnes par an et emploie 13000 mineurs (Mission Bassin Minier). Cependant, dès les années 1950 alors que la houille représente 74% de la consommation d’énergie de la Communauté Européenne, les autres sources d’énergies telles que le pétrole et le gaz gagnent du terrain. Ainsi, en 1959 le charbon ne représente plus que

56% de la consommation d’énergie de la communauté. La Communauté Européenne du Charbon et de l’Acier prend conscience de la gravité de la situation et sait que les mines vont finir par fermer. Après un déclin rapide et brutal, le charbon s’incline face à la concurrence et la dernière gaillette est extraite le 21 décembre 1990, après 270 ans d’extraction. L’économie de la région perd alors ses piliers traditionnels et se voit bouleversée. L’industrie minière a profondément marqué le paysage et la culture du Nord-Pas de Calais. Nous comptons au total 200 terrils, 600 puits foncés, 21 chevalements, 13 cokeries, 14 centrales électriques et 7 usines à boulets (Berrut, 2007) ainsi que des milliers de logements miniers que ce soit des cités ouvrières, des cités jardins, des corons, des cités modernes, des cités pavillonnaires ou des logements collectifs. Tous ces éléments constituent le **patrimoine historique** du

Bassin Minier. Ils retracent les histoires des **Révolutions industrielles** et de l’industrialisation en passant par les innovations des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles ainsi que par l’histoire de l’**architecture industrielle** en particulier de l’habitat ouvrier (Mission Bassin Minier). L’exploitation intensive du charbon a laissé une empreinte indélébile sur le territoire et également de nombreux problèmes hydrauliques (pollution des sous-sols et des eaux superficielles, inondation) ainsi que **5.000 hectares de friches industrielles** liées à la monoactivité durant près de trois siècles. Le territoire souffre alors d’une image dégradée.

C’est partir de cet héritage que s’élabore une stratégie de reconversion axée sur la mise en valeur de son patrimoine et la culture. C’est ce que nous allons développer maintenant.

### 2. La reconversion culturelle du Bassin Minier du Nord-Pas de Calais

#### a. Le processus de patrimonialisation au sein du Bassin Minier du Nord-Pas-de-Calais

Le Nord-Pas de Calais perçu comme l’un des pôles économiques majeurs d’Europe suite à la Révolution devient, à la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, premier territoire industriel de France autour du textile, du charbon et de l’acier (Mélin, 2005). Cependant, à la fin des Trente Glorieuses, l’industrie s’effondre et les grandes implantations industrielles dans tous les secteurs confondus se transforment en friches. Le devenir du territoire apparaît alors incertain. Au niveau économique, il devient pressant de relancer le développement, le travail et la production de richesse. Au niveau symbolique, les questionnements tournent autour de l’identité du territoire. Face à ce constat, les acteurs régionaux du Bassin Minier enclenchent des revendications patrimoniales permettant de redynamiser leur territoire. Comme nous allons l’étudier, le processus de patrimonialisation dans cette région a suivi les grandes évolutions de l’extension de la notion de patrimoine que nous avons détaillé plus haut.

Premièrement, selon Di Méo, la notion de patrimoine s’est tout d’abord élargie en prenant non plus seulement en compte les biens privés mais également les biens publics et communs. Dès lors, la notion de patrimoine s’est dotée d’une dimension collective. Un parallèle peut alors être fait avec les Compagnies Minières du Bassin du Nord-Pas-de-Calais. Celles-ci, à l’origine privées, font l’objet dès les années 1960 de revendications patrimoniales considérant que les Mines constituent l’héritage régional, le symbole de l’ère industrielle. Ainsi, nous pouvons observer que les acteurs du territoire tentent de s’approprier des industries privées, les prônant en tant qu’incarnation d’une histoire commune qui fait écho au premier glissement de la notion de patrimoine.



Ce nouveau regard porté sur la mine arrive en même temps que le second glissement de la définition du patrimoine : du sacré vers l'ordinaire, c'est-à-dire plus seulement sur les édifices emblématiques et chefs-d'œuvre mais également sur des objets banals du quotidien (Di Méo, 2008). En effet, apparaît à cette époque la notion de patrimoine industriel dans une logique de quête identitaire et symbolique. Ainsi, les années 1960 connaissent les premiers mouvements de sauvegarde notamment avec la création du Musée Théophile Jouglet à Anzin (Mélin, 2005) à visée purement artistique et esthétique puisqu'il regroupe des œuvres, peintures et sculptures représentant les mineurs et/ou exécutées par des mineurs eux-mêmes.

Dix ans plus tard, dans les années 1970, la patrimonialisation se tourne non plus seulement vers le beau mais commence à s'intéresser au devoir de mémoire. De fait, avec la fermeture de certaines fosses, de nombreux objets et matériaux sont collectés en tant qu'éléments de l'histoire et le Musée d'Escaudain est fondé dans l'optique de raconter l'histoire locale. Dans les années 1980, cette volonté de mémoire se renforce, en particulier car le sort de la mine semble scellé. Nous entrons alors dans la décennie de la muséographie où le musée est la forme plébiscitée pour valoriser le patrimoine. Cinq musées sont alors créés. Cette nouvelle vision du patrimoine est celle de la redéfinition de la notion du matériel à l'idéal, c'est à dire à une dimension symbolique et plus seulement esthétique.

Évolution de la notion de patrimoine (selon Di Méo)	Le Processus de patrimonialisation dans le Nord-Pas de Calais (selon Mélin)	Le développement local grâce à la culture dans le bassin Minier
Du privé au public Du sacré à l'ordinaire	Des industries privées à une histoire collective	Revendications patrimoniales pour se réapproprier un territoire
Du matériel à l'idéal	De l'esthétique (1960) à la mémoire (années 1970-80)	Musée Théophile Jouguet et Musée d'Escaudain
De l'objet au territoire	De sauvegardes matérielles dans des musées aux inscriptions et classements en tant Monuments historiques ... Puis classement Unesco 2012	Muséographie et classements sous initiatives citoyennes  Développement du tourisme industriel
De la culture à la nature et l'environnement	D'une volonté de préserver la mémoire à l'utiliser comme outil de développement durable	Les traces de l'activité minière deviennent leviers d'aménagement du territoire

FIGURE 5: TABLEAU DE COMPARAISON DU GLISSEMENT DE LA NOTION DE PATRIMOINE SELON LE GÉOGRAPHE DI MÉO AU PROCESSUS DE PATRIMONIALISATION DU BASSIN MINIER ÉTUDIÉ SELON MÉLIN (SOURCE : PERSONNELLE)

Puis, dès les débuts des années 1990, le phénomène de patrimonialisation s'intensifie : trois nouveaux musées en lien avec la mine sont ouverts (Le Musée du Vieux 2 à Marles-les-Mines (1992, Pas de Calais), la Maison de la forêt à Raismes (1993, Nord) et la Maison du terril à Rieulay (1996, Nord)) et de nombreux chevalements et fosses sont alors inscrits et/ou classés Monuments Historiques et font donc l'objet de protections (Mélin, 2005). Ici, nous notons que la notion de patrimoine s'étend de l'objet au territoire. En effet, la protec-

tion par les Monuments Historiques implique que les abords de l'édifice classé soient protégés dans un périmètre de 500 mètres et tous les travaux envisagés dans ce rayon nécessitent l'avis préalable de l'Architecte des Bâtiments de France. Cet élargissement géographique culmine en 2012 avec l'inscription au patrimoine mondial de l'humanité du site de 120.000 hectares constitué de 109 biens (fosses, terrils, gares, cités ouvrières) en tant que « Paysage Culturel Évolutif ».

Enfin, la définition du patrimoine a évolué, toujours selon Di Méo, de la dimension culturelle à celle de la nature. En effet, la patrimonialisation de la région se met au service du développement durable et de l'environnement. A titre d'exemple, nous pouvons citer l'association La Chaîne des Terrils, fondée en 1989, afin de favoriser leur protection et leur mise en valeur à des fins écologiques (Lusso, 2013). En effet, cette association a pour vocation de changer cette image de points noirs que véhiculent les terrils en les verdissant et en créant des chemins de randonnée. Ce sont au total, 40 terrils qui ont été préverdis. Par ailleurs, les terrils n'ont pas été les seuls à jouir d'une reconversion écologique. En effet, en 30 ans, ce sont 8.000 hectares de friches industrielles qui se sont métamorphosés en espaces verts, bases de loisirs ou réservoir faunistique (Lusso, 2013). De la même façon, les étangs d'affaissements miniers sont alors considérés comme des réservoirs de biodiversité. Ce passage d'un « pays noir » au vert permis par le traitement paysager des friches apporte une image plus qualitative au territoire en termes d'esthétisme et d'écologie.

Pour résumer, la considération et la valorisation du patrimoine a d'abord été abordée comme un moyen de répondre à la crise survenue suite à l'effondrement des activités minières. Puis, une fois le processus de patrimonialisation enclenché, c'est la vision du territoire qui a changé d'une part aux yeux des habitants et d'autre part aux yeux du monde extérieur. En effet, renverser l'image d'un territoire en désuétude en lui décernant une valeur identitaire forte lui apporte une certaine symbolique et l'élève au rang de représentations collectives (Mélin, 2012). Cela permet aussi de tourner une page sur un passé difficile afin de l'accepter de manière positive, sans pour autant l'oublier. Le patrimoine raconte alors une histoire passée tout en se tournant vers l'avenir.

b. Patrimonialisation et culture, leviers de développement local du Bassin Minier du Nord-Pas-de-Calais

Le processus de patrimonialisation a permis aux acteurs du Bassin Minier de prendre conscience de l'importance de leur patrimoine industriel, de le protéger, de le réinvestir. Dans cette partie, nous étudierons plus précisément en quoi la reconversion des friches a participé au développement local du territoire, et ce par le biais de la culture. Pour cela nous allons utiliser la typologie de la reconversion urbaine guidée par la culture élaborée par les auteurs Bianchini, Greene, Landry, Matarasso dans leur ouvrage Urban Renewal through Cultural Activity. Les différents types sont illustrés d'exemples mais la liste n'est pas exhaustive. Il existe différents moyens de reconversion : les activités artistiques, les événements culturels, la planification urbaine, le bâtiment culturel, le bâtiment artistique...

Les activités artistiques

Les activités artistiques englobent à la fois les projets initiés par des groupes d'artistes pour occuper une friche par exemple ainsi que des groupes d'artistes employés pour changer l'image d'un site. Les associations d'artistes jouent un rôle clef dans la reconversion urbaine car elles comprennent l'importance de l'identité locale et l'identifie comme un potentiel touristique. “Artists can bring to the whole process of urban regeneration, through their different way of looking at the world” (Bianchini, 1996).

Dans le Bassin Minier du Nord-Pas de Calais, sur l'ancien carreau de mine 11/19, l'association intercommunale de développement artistique et culturel, Culture Commune s'est installée. L'association y a créé **La Fabrique Théâtrale** qui est une scène où se déroule des spectacles variés: arts de la rue, cirque, danse, théâtre, écritures théâtrales, jeune public, lecture, multimédia (Tourisme Lens Liévin). Au delà de la simple diffusion, la Fabrique théâtrale est surtout un espace de travail, un lieu de recherche artistique et de production et de rencontre entre les artistes et le public (Artfactories). Culture Commune a permis de rénover

un bâti industriel en offrant un centre d’art et de culture.

Les évènements culturels :

Les évènements culturels sont importants dans le processus de renouvellement urbain par la culture car ils attirent un public extérieur aux populations locales et donc accroissent la popularité d’un site. Les festivals constituent un bon exemple, en plus de conférer une notoriété et des flux touristiques, ils permettent d’occuper des terrains vacants. A titre d’exemple, le Festival des “Rutilants” a été organisé sur le site du 9/9 bis à Oignies. Ce festival a but pour de faire connaître l’histoire minière au travers de fanfares, défilés de majorettes et visites guidées de la mine. Ce festival « unit culture, patrimoine historique bâti et patrimoine évolutif vivant en un seul tout permettant aux populations une meilleure reconnaissance et appropriation » (Lusso, 2006). Cependant, les manifestations culturelles restent minces dans la Bassin Minier, la plus grande reste l’organisation de la Capitale Européenne de la Culture, à Lille.

L’évènement Lille 2004

Lille a accueilli, en 2004, la Capitale européenne de la Culture. Cet évènement d’une ampleur considérable a permis à toute la région de rayonner et de changer son image pauvre et délabrée tant aux yeux du monde que pour ses habitants. En effet, loin de se limiter à la seule ville de Lille, les manifestations culturelles se sont étendues à la métropole et même l’Eurorégion (Liefooghe 2010), comme nous pouvons le voir sur les figures 6 et 7. Concernant le Bassin Minier, il a accueilli plusieurs manifestations sur les communes de Lens, Douai, Oignies et Valenciennes (cf annexe 1: carte du Bassin Minier). Par exemple, la fosse 9/9 bis restée fermée pendant 20 ans a ouvert ses portes à un événement de Lille 2004, permettant ainsi de faire un premier pas vers sa reconversion, immédiatement entamée après. En outre, des « Rendez- Vous Cavaliers » ont été organisés sur les communauté de Lens-Liévin et d’Artois. Sur les anciens cavaliers des mines (plates-formes qui supportaient les voies ferrées de l’industrie houillère), des randonnées traversant le Bassin Minier d’Est ou Ouest, ponctuées de rencontres artistiques ont été imaginées (MBMag n°1, 2003). Une façon de découvrir le territoire autrement, de se le réapproprier. Enfin, la ville de Lens, quand à elle, a eu l’occasion de recevoir le chemin des étoiles, un chemin de sept arches lumineuses, d’abord mis en place à Lille lors de l’inauguration officielle Lille 2004. Il ne s’agit de quelques exemples ponctuels sur le Bassin Minier, cependant Chantal Lamarre, directrice de Culture Commune, affirme “Le bassin minier s’est fortement associé à cette grande aventure : artistes, enseignants, structures culturelles, associations, communes, collectivités territoriales, entreprises, la Mission Bassin Minier, mais aussi de nombreux habitants, ont investi leur conviction, leur imagination et leur savoir-faire, ont mobilisé d’importants moyens humains et financiers pour la conception et la réalisation de manifestations artistiques inédites et de temps forts culturels festifs originaux.” (MB Mag n°2, 2004).

Au total, 2500 manifestations et évènements artistiques ont eu lieu, accueillant 9 millions de visiteurs.. Bref, une année festive rythmée par les spectacles, les expositions et les installations artistiques dans les lieux publics.

De cette manière, les effets positifs ont été récoltés par toute la région, Ces retombées positives se retrouvent avec le gain en notoriété du territoire grâce aux médias qui ont largement relayé le projet. En effet 2 000 reportages audiovisuels ont été réalisés sur Lille 2004 en France et à l’étranger et des milliers d’articles ont été rédigés (5000 articles régionaux et 1500 nationaux et 1400 dans la presse étrangère). Par ailleurs, Lille 2004 a permis un développement touristique de la région avec une augmentation de 30% des nuits hôtelières (Lucchini, 2006). D’ailleurs, 84% des touristes affirment vouloir revenir (Indicateurs Lille 2004). Plus généralement, les retombées économiques ont été importantes, pas seulement pour Lille mais pour toute la région comme nous le montre la figure 8 avec une augmentation significative de l’emploi, en particulier dans le domaine de la culture. Information non négligeable dans un territoire où le taux de chômage est plus élevé que la moyenne. Ainsi la région et Lille ont “prouvé leur envergure internationale et leur capacité à organiser des grands évènements, à être attractives pour les touristes” (Lucchini, 2006)

Le franc succès de l’évènement Lille 2004 n’est pas seulement lié aux évènements culturels mais aussi grâce à d’autres projets tels que la réalisation du tunnel sous la Manche, du TGV, et des grands projets métropolitains comme le quartier d’affaires Euralille.

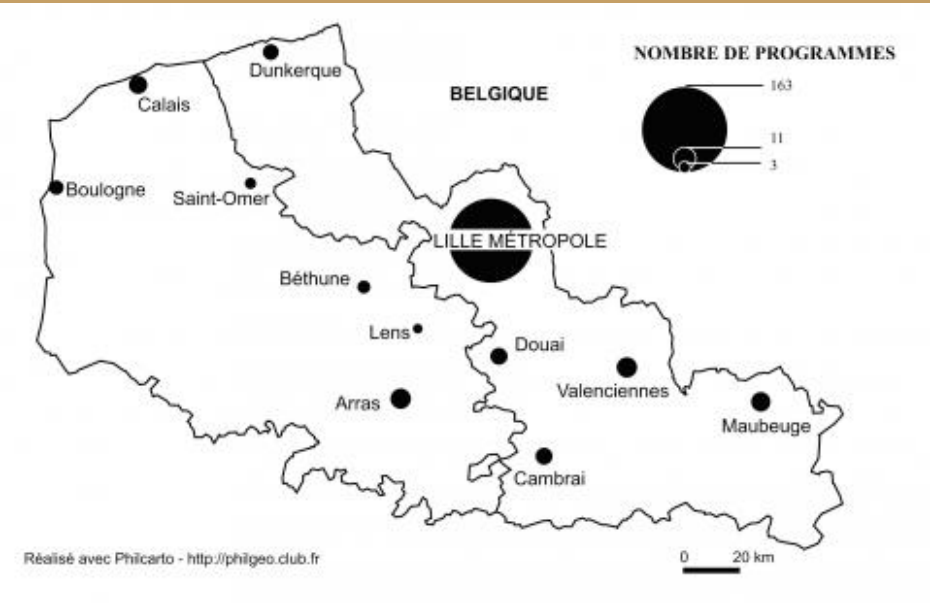
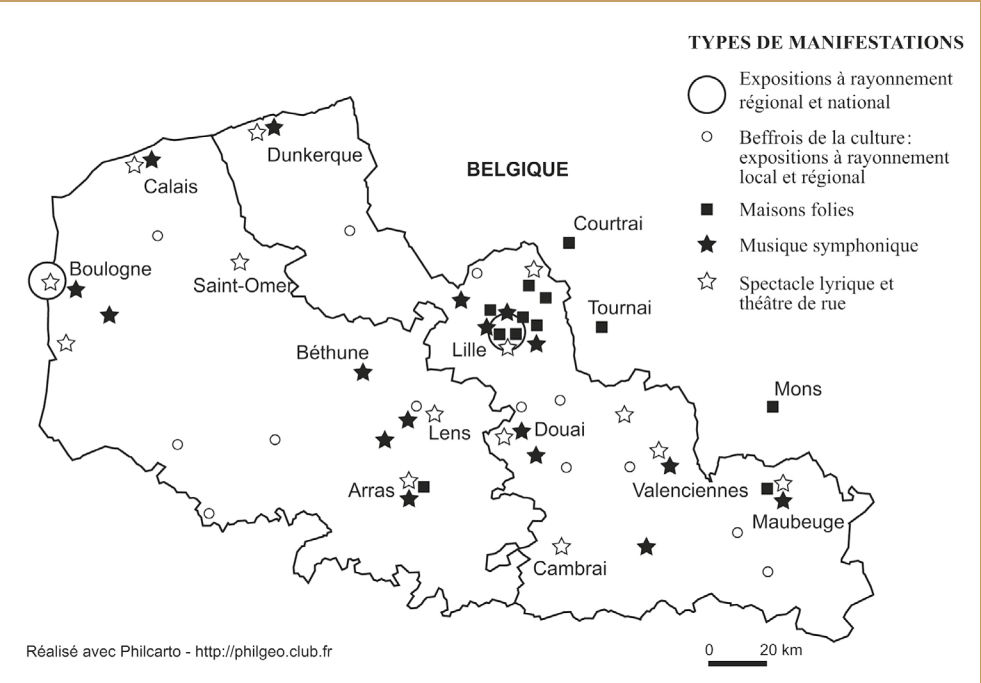


FIGURE 6: LILLE 2004, RÉPARTITION DES PROGRAMMES (SAUF MÉTAMORPHOSES) (SOURCE: LIEFOOGHE 2010)

FIGURE 7: LILLE 2004, CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE, UNE PROGRAMMATION EURORÉGIONALE (SOURCE: LIEFOOGHE 2010)



Evolution de l'emploi entre octobre 2003 et septembre 2004			
	Plan National	Région Nord-Pas-de-Calais	Lille intra-muros
Secteur du Commerce Hôtel Restauration Culture	+ 1,1%	+ 1,5%	+ 7%
dont activités culturelles	+ 0,4%	+ 4%	+ 22%
dont commerce de détail	+ 1,2%	+ 1,1%	+ 3%
dont hôtellerie	+ 0,5%	Stable	+ 15%
dont restauration et débits de boisson	+ 1,4%	+ 3%	+ 7% (+13% en centre ville)

FIGURE 8: TABLEAU REPRÉSENTANT L’ÉVOLUTION DE L’EMPLOI ENTRE OCTOBRE 2003 ET SEPTEMBRE 2004 (SOURCE : INSEE 2004)



## La planification urbaine

La planification urbaine a pour but d'intégrer les projets culturels dans un ensemble logique et connecté au reste du territoire. En effet, un équipement culturel ne doit jamais constituer un bâtiment/lieu à part entière, un élément nouveau, comme la Cité de la Culture de Saint-Jacques de Compostelle. L'intégration des projets culturels dans un projet global d'aménagement du territoire leur confère plus de lisibilité et d'impact (Lusso, 2006). Le Bassin Minier semble être en accord avec cette logique avec la construction de la salle de spectacles du Métaphone sur la fosse 9/9 bis à Oignies. Ce bâtiment émerge au sein d'une opération de renouvellement urbain de grande ampleur comme nous pouvons le voir sur la figure. Il ne s'agit donc pas seulement d'édifier un monument culturel mais de créer un réel pôle économique urbain : rénovation des cités minières avec la création de nouveaux logements, voirie refaite avec une connexion à l'autoroute et création d'une plateforme multimodale. Cette dernière

## Le bâtiment culturel

Le bâtiment culturel est un outil de régénération urbaine qui n'est pas abordé dans la typologie de Bianchini, cependant celui-ci constitue une réelle stratégie. Le bâtiment culturel émerge sous deux formes, la première pour développer l'offre culturelle en créant des musées, théâtres, salles de concerts etc; la seconde en reconnaissant le patrimoine industriel qui est perçu comme un bien culturel comme nous l'avons vu avec le processus de patrimonialisation. Les deux formes peuvent également apparaître en même temps, en réinvestissant un monument industriel en espace culturel.

Comme nous l'avons vu, la reconnaissance du patrimoine industriel passe par sa protection. Tel a été le cas pour les fosses Delloye à Lewarde, 9-9bis à Oignies, 11/19 à Loos-en-Gohelle et de la fosse Arenberg à Wallers Arenberg (Nord). Cette démarche affirme alors l'intérêt patrimonial et culturels de ces monuments, jusque là ignorés. De même, elle initie la restauration de ces édifices, permettant de renvoyer une image plus qualitative. Cependant, le bilan de sites protégés reste minime en comparaison aux hectares de friches restants.

veut développer le tourisme d'affaire avec la création d'un hôtel, de salles de séminaires, de bureaux. De plus, un projet d'envergure a été imaginé pour réhabiliter la friche 9/9 bis dans son intégralité en la concevant comme un immense espace culturel.



FIGURE 9: SCHÉMA DE LA PLANIFICATION URBAINE GLOBALE AUTOUR DU PROJET DU MÉTAPHONE (SOURCE: LUSSO)

En plus des stratégies de protection s'ajoute le réinvestissement du bâti industriel plutôt que de faire table rase. En effet, démanteler ces installations signifie également effacer la mémoire et l'histoire de ces lieux emblématiques. Les bâtis industriels peuvent être transformés en équipements culturels et artistiques ou non. De cette manière, à titre d'exemples, près de Béthune, la lampisterie de la fosse 6 d'Haillicourt a laissé place à une salle des fêtes. À Sallaumines, à proximité de Lens, les bains-douches, la lampisterie, le magasin, la salle de paye et le logement du garde du puits 5/12 ont été conservés pour abriter les services techniques de la ville (Lusso, 2013). Concernant les sites de mémoire que nous venons de citer ils se sont métamorphosés en équipements culturels ou lieux de création artistique. En effet, le site 9-9 bis d'Oignies a été imaginé comme un immense plateau culturel où les anciens bâtiments ont été réutilisés:

- La salle des Douches est devenue une petite salle de spectacle appelée l'Auditorium, également pensée comme un lieu de permanence et pratique artistiques. Une autre partie est réservée à des studios d'enregistrement. A l'étage on trouve le Balatum, une salle d'évolution corporelle avec des miroirs et barres de danse. Les anciennes chaufferies laissent place à des espaces de séminaires. La salle de pendus, c'est-à-dire l'ancien vestiaire des mineurs, est réhabilitée de façon minimale. Ce large espace de 800m2 accueille bureaux et expositions temporaires tout en préservant les caractéristiques originelles (douches, bancs, crochets de suspension...)
- Les anciens bâtiments administratifs servent aujourd'hui à d'autres bureaux comme le Mission Bassin Minier
- Un parvis est laissé libre pour les concerts

En quelques mots, le 9-9bis a développé un projet culturel et touristique axé sur la création, l'éducation, la diffusion artistiques et la valorisation patrimoniale (9-9 bis)

Ces derniers équipements culturels permettent, comme le souligne Lusso, le rayonnement du Bassin Minier au niveau métropolitain, national et même international. Par ailleurs, nombreux bâtis accueillant des activités culturelles apparaissent d'autant plus culturel qu'ils utilisent une architecture unique, c'est ce que nous allons détailler maintenant.

## Le bâtiment artistique

Le bâtiment artistique, par son architecture exceptionnelle participe au développement culturel et apparaît généralement comme vecteur de tourisme. Pour illustrer cela, nous pouvons citer l'ancien site 9/9 bis à Oignies, où un ancien atelier a été rénové en bureaux, utilisant une architecture atypique mélangeant le contemporain en l'ancien, la brique et l'inox (cf figure 10). De même, toujours sur cette friche, la salle de concert du Métaphone, créée ex nihilo, innove en matière d'architecture. Il s'agit d'un "instrument de musique urbain dont les façades produisent et diffusent des sons à l'extérieur, en liaison avec des jeux de lumière" (9-9 bis). Techniquement parlant, la façade du Métaphone est recouverte de divers matériaux (bois, verre transparent et dépoli, acier corten) et d'instruments (orgues, percussions, xylophones, cymbales, bâtons de pluie, etc.) connectés à des haut-parleurs (cf figure 11). Tous ces éléments permettent de créer des formes musicales nouvelles.





FIGURE 10: PHOTOGRAPHIE DE LA SALLE DE CONCERT DU MÉTAPHONE SUR LA FOSSE 9/9 BIS À OIGNIES (SOURCE: LIBÉRATION)



FIGURE 11: PHOTOGRAPHIE DE LA SALLE DE CONCERT DU MÉTAPHONE SUR LA FOSSE 9/9 BIS À OIGNIES (SOURCE: LIBÉRATION)

Le bâtiment le plus marquant en terme d’architecture reste quand même celui du Louvre-Lens, avec son architecture contemporaine et épurée réalisée par l’agence japonaise SANAA. Comme nous pouvons le voir sur la figure 12, l’architecture apparaît légère et fluide, loin des modèles aux matériaux lourds et imposants. De même, la notion d’espace est complètement transformée, avec une façade de verre entraînant la confusion entre intérieur et extérieur.



FIGURE 12: PHOTOGRAPHIE LOUVRE LENS (SOURCE: WORDPRESS)

Cette antenne du Louvre, arrivée en décembre 2012, s’inspire du modèle Bilbao pour créer un projet phare sur un ancien site d’extraction de charbon. En effet, comme à Bilbao, ce projet se base sur un musée à l’architecture étonnante pour requalifier son territoire. Le but de ce projet repose sur la volonté d’en faire une attraction touristique populaire en prévoyant 700.000 visiteurs en 2013 puis 500.000 par an (Escudié, 2012). En prônant une bannière de tourisme culturel, Lens veut relancer son économie. Bilbao comme de Lens ont misé sur la décentralisation culturelle et le marketing urbain, en affichant une image mondialement connue que ce soit le Guggenheim ou le Louvre. Cette image de marque a pour but de maximiser l’impact des projets, le Louvre étant incontournable pour chaque touriste.

Depuis son ouverture, le musée a bousculé près de trois millions de visiteurs en cinq ans. Nous pouvons dès lors nous interroger sur les impacts de ce projet :

**Un changement d’image** (difficilement mesurable)

- auprès de la population locale : La directrice du Louvre-Lens, Marie Lavandie, affirme que 70 % de la population se dit fière de ce grand équipement culturel (Ducoing, 2017) et 71,5% ont désormais une meilleure image de leur territoire (Mission Bassin Minier, 2015).
- dans le monde: véritable coup de projecteur, le musée attire 16,6% d’étrangers, majoritairement européens (belges, britanniques, néerlandais), au Louvre-Lens. De plus, la grande couverture médiatique (Euralens, 2015) catalyse le rayonnement du bassin minier.

Ce changement d’image entraîne une attraction nouvelle pour la région. En effet, si 64% des visiteurs ne viennent que pour le Louvre-Lens, la proportion de visiteurs déclarant venir pour découvrir la région autour du Louvre-Lens a fortement progressé passant de 3 à 21% en deux ans (Euralens, 2015).

**Des retombées financières** directes sur l’ensemble de la Région Nord-pas de Calais s’élèvent à 84 millions d’euros depuis l’inauguration du Louvre-Lens avec 42 millions d’euros pour l’année suivant l’ouverture puis 20 millions d’euros par an (entre 2012 et 2015), sans prendre en compte les visiteurs régionaux.

**Un développement des offres d’accueil touristiques:** avec la construction de 68 restaurants en 3 ans soit une augmentation de l’offre de 10% dans le Bassin Minier alors que la France n’enregistre en progression que de 5% sur la même période. A cela s’ajoute 6 nouveaux hôtels, soit un total de 156 chambres, une progression deux fois plus rapide que dans la région et en France.

**Plus d’emplois et moins de chômage:** Ces chiffres sont à mettre en lien avec les emplois qui se développent. On compte, dans le Bassin Minier, 600 nouveaux emplois en lien avec le secteur touristique en trois ans (restauration, secteur culturel, activités de loisir). Le développement de l’emploi a permis une baisse du chômage de 1,1% dans la Région, de 1,4% dans la ZE de Lens-Hénin et de 1% dans le ZE de Béthune Bruay entre 2012 et 2015 (source INSEE). Sur la même période, le taux de chômage stagne en France.

Cette reconversion du territoire n’est pas due seulement à l’implantation du musée, comme nous l’avons vu avec Bilbao il ne s’agit pas d’une stratégie suffisante. Il s’agit plutôt d’une opportunité à saisir pour engager le renouveau du territoire. Cette stratégie a très vite été comprise par l’association Euralens, en 2009, pour préparer l’arrivée du musée. Son rôle est de fédérer les acteurs politiques, économiques et sociaux du Louvre (Mission Bassin Minier). Ses objectifs sont double: permettre le renouvellement urbain du territoire et assurer un développement économique et social équilibré. Euralens se définit comme un forum d’acteurs qui se réunissent régulièrement pour échanger et prendre des décisions concernant les orientations stratégiques du territoire. L’association joue aussi un rôle d’incubateur de projets avec son Label Euralens mettant en avant les initiatives culturelles, économiques et urbaines innovantes. Ce Label permet de promouvoir le Bassin Minier et de renforcer son activité en accompagnant les porteurs de projets labellisés techniquement et en matière de promotion. A titre d’exemple, le label Euralens a porté la mutation du site 9-9 bis à Oignies qui constitue l’un de ces projets les plus importants.

Malgré toutes ces bonnes initiatives pour reconquérir le territoire, contrairement à Bilbao, c’est l’arrivée du Louvre-Lens qui a initié la dynamique Euralens et donc de régénération culturelle, et non l’inverse. Dès lors, nous pouvons nous demander si le musée aura vraiment cet “effet Bilbao” tant convoité.



Pour conclure, après l’effondrement des activités minières, le territoire a tenté de reconquérir ses friches dans une logique patrimoniale et identitaire. Deux démarches apparaissent dans le processus de patrimonialisation et de régénération urbaine par la culture. Premièrement, nous retrouvons la nostalgie des anciens mineurs qui luttent contre l’oubli de l’histoire du travail. Deuxièmement, c’est la volonté d’inscrire le patrimoine dans les préoccupations présentes et permettre un renouveau des territoires sinistrés. En effet, la régénération culturelle d’anciens sites miniers contribue à renverser l’image de ce territoire en désuétude. Elle offre aussi une nouvelle façon de voir l’industrie et d’envisager son rôle dans la culture nationale et régionale (Mélin, 2002). Ce long processus de patrimonialisation s’achève avec l’inscription du bassin minier du Nord-Pas de Calais au Patrimoine Mondial de l’Humanité au titre de Paysage Culturel Évolutif. Cette inscription conclut donc ce long processus de reconnaissance et d’acceptation du patrimoine minier par les élus locaux et les populations (Lusso, 2013).

Au delà du phénomène de patrimonialisation, le Bassin Minier a multiplié les initiatives culturelles dans un objectif de développement local. La plus importante parmi celles citées est sans aucun doute l’arrivée du Louvre-Lens. En effet, le musée a motivé le changement d’image du territoire et donc initié la dynamique Euralens pour inscrire les projets culturels dans les projets urbains globaux pour une meilleure intégration et lisibilité du territoire. Le réinvestissement des friches en équipements culturels efface la vision répulsive qu’elles renvoient, en particulier pour les habitants mais aussi aux yeux du monde. Cette toute nouvelle image catalyse une attractivité nouvelle pour les entreprises comme pour les touristes.

### III La reconversion culturelle du Bassin Minier, une recette miracle ?

#### 1. La régénération culturelle post-industrielle, une stratégie infiniment applicable?

##### a. Un effet Bilbao à nuancer

Nombreuses sont les villes qui ont tenté de reproduire l’effet Bilbao en implantant un monument à l’architecture exceptionnelle pour amorcer leur reconversion. La ville de Lens a elle aussi pris ce pari avec l’arrivée du Louvre en 2012. Nous avons vu que l’implantation de ce musée a engendré de nombreuses victoires car il a participé au changement de l’image du territoire qui a conduit à un développement touristique et économique. Cependant, au-delà de ces bénéfices, peut-on réellement parler d’effet Bilbao? D’un côté, la stratégie semble être plus ou moins la même : construction d’un musée à l’image de marque, dessiné par des architectes de renom, ayant la vocation de devenir une attractivité touristique. D’un autre côté, les deux projets diffèrent sur plusieurs points.

Tout d’abord, concernant les villes en elles-mêmes, elles n’ont absolument pas la même dimension. Lens compte 35.000 habitants et Bilbao dix fois plus (Escudié, 2012), on s’imagine aisément qu’un projet similaire ne pourra pas avoir le même impact sur des territoires si différents démographiquement parlant. En effet, Lens n’a pas une place de centralité et donc peu de poids, en particulier face à la métropole lilloise. Effectivement, Chevasson explique que “Les touristes ne font qu’un tour dans le musée avant de revenir à Lille, Paris ou Bruxelles. Les recettes de la billetterie retournent directement à Paris et les commerçants locaux ne voient aucun visiteur passer le seuil de leurs boutiques. Tout le contraire de ce qui s’est déroulé dans la capitale basque.”

La seconde différence apparaît au niveau des résultats. La première année, le musée a ouvert ses portes à 900.000 visiteurs. Cependant, les statistiques ont rapidement chuté, 490.000 visiteurs ont été accueillis en 2014, 400.000 en 2015, puis 300.000 en 2016 et 2017. Des chiffres bien moins impressionnants que ce qui était prévu initialement, c’est-à-dire 500.000 par an. En comparant à Bilbao, ces chiffres apparaissent encore plus faibles quand on sait que le Guggenheim reçoit 900.000 touristes chaque année. Il semblerait que les espérances aient été trop hautes.

Par ailleurs, toujours au niveau des visiteurs, leur origine diffère entre les deux musées : 16% d’étrangers pour le Louvre-Lens contre 80% pour le Guggenheim (Crépelle, 2017). Nous pouvons nous questionner, pourquoi Lens attire si peu d’étrangers ? Pourquoi les étrangers, notamment les britanniques présents dans la région ne viennent-ils pas ? Pourquoi Lens ne bénéficie-t-elle pas de sa proximité avec la Belgique, l’Angleterre et Paris ? Pourquoi Lille est-elle la première à tirer profit du Louvre ? Tant de questions que les économistes Tobelem et Greffe se sont posées aussi (Crépelle, 2017). Ils mettent en cause l’organisation du territoire et son manque d’attractivité lié au peu d’attraits culturels qu’offre Lens. Chevasson partage aussi ce point de vue, il affirme “Bilbao possédait déjà un fort patrimoine culturel; ce que n’a pas Lens. Lens est un bon exemple des défauts de compréhension de l’effet Guggenheim.” Nous pouvons également remettre en cause le peu de connexions avec Lille qui pourrait freiner la venue des touristes, tout comme le peu d’infrastructures hôtelières. En effet, contrairement à Bilbao, l’arrivée du musée n’a absolument pas été anticipée. Comme détaillé plus haut, ce sont sept ans de renouvellement urbain et de restructuration des transports et de l’accessibilité qui ont permis au Guggenheim de trouver sa place et d’avoir un tel impact. En revanche, à Lens, c’est l’arrivée du musée qui a amorcé les prémices d’une planification urbaine à grande échelle. L’implantation du Louvre n’a été que peu préparée et celui-ci peut sembler mal intégré dans son territoire, notamment au niveau de son accessibilité puisque le musée tourne le dos à la ville (Chevasson, 2017) et de l’insuffisance de structures d’accueil existantes. Lens doit rattraper son retard et construit actuellement un hôtel 4 étoiles dans les anciens corons, à proximité du musée.

Un peu loin de l’effet Bilbao désiré, le tableau n’est pas tout noir et de nombreuses réussites ont déjà été remportées. En

reprenant les interrogations posées sur ce territoire, l’attrait touristique pourrait être plus fort en mettant en place une véritable stratégie de développement territorial autour du musée. Celle-ci doit prendre en compte les structures d’accueil pour touristes, une mobilité facilitée entre le musée et la gare et plus généralement avec Lille, le renforcement de l’attractivité culturelle en ancrant, pourquoi pas, “le musée dans son environnement en s’appuyant sur le patrimoine minier (classé au patrimoine mondial de l’Unesco) et sur les sites de mémoire liés aux conflits mondiaux (qui attirent de nombreux touristes français et étrangers)” comme le suggère Jean-Michel Tobelem, directeur en sciences de gestion.

### b. La stratégie culturelle, un modèle épuisé ?

Nous l’avons étudié, les villes post-industrielles d’Europe semblent toutes miser sur le renouvellement urbain par la culture. Dès lors, nous pouvons nous demander si cette généralisation ne fait pas perdre à ces programmes en crédibilité ? Une modèle trop recopié n’est-il pas épuisé ? N’est-il pas lassant de voir les mêmes initiatives fleurissent partout ? N’est-ce-pas dans l’exception qu’une initiative est inédite ? Un modèle dupliqué trop de fois est-il toujours viable ? Bailioni s’est aussi posé ces questions et y répond par l’affirmative, l’utilisation systématique de la culture « tend à forger un modèle unique sans réelle originalité, à rendre ces implantations culturelles moins exceptionnelles ». Selon lui, nous retrouvons systématiquement les mêmes composantes dans chaque initiative culturelle. Il ne semble pas se tromper car nous retrouvons également ces éléments dans le Bassin Minier, à savoir:

De nouveaux équipements culturels, souvent tournés vers la création et l’art contemporain. Ces équipements prennent place dans des bâtiments industriels réhabilités comme la Fabrique Théâtrale ou dans de nouveaux édifices à l’architecture post-moderne audacieuse comme le Louvre-Lens ou la Métaphone. Concernant ce dernier type d’équipement culturel, “malgré leurs architectures singulières, la multiplication de tels projets nuit incontestablement à l’originalité de ces équipements et à la cohérence de la démarche.” (Bailoni, 2014)

Le rappel de l’héritage industriel. Effectivement, des entrepôts et des usines remarquables sont préservés et reconvertis. Dans le Bassin minier, les exemples ne manquent pas: reconversion en musée, studio, bureaux, salles de conférences... Cette initiative va de pair avec l’intérêt croissant pour le patrimoine industriel, comme nous l’avons vu avec le processus de patrimonialisation et notamment les classements Monuments Historiques et Unesco ayant pour but de préserver ce patrimoine.

Enfin, la reproduction de ce modèle pose aussi la question de la concurrence. Si les villes post-industrielles proposent toutes les mêmes produits ou expériences, ne sont-elles en concurrence directe ? Lille, avec son évènement Lille 2004, a largement utilisée la culture pour changer son image. Dès lors, Lens et plus généralement le Bassin Minier n’ont-ils pas beaucoup moins de poids face à une métropole ? Des éléments peuvent nous laisser penser que c’est le cas, mais rien n’est prouvé. Cependant, si cette hypothèse est avérée, Lille et le Bassin Minier auraient intérêt à travailler ensemble pour apparaître comme un territoire uni et non concurrentiel. Nous revenons, en partie, aux liaisons à revoir entre Lille et le Bassin Minier.

## 2. La culture, une stratégie pas toujours acceptée par la population

### a. Les initiatives culturelles correspondent-elles aux attentes de la population ?

Jusqu’alors, nous avons très peu discuté le point de vue des populations face à la multiplications des politiques culturelles. Cependant, les habitants sont les premiers utilisateurs et bénéficiaires du territoire, leur option doit être prise en compte. Pour le cas du Bassin Minier, nous savons que les populations souffrent de la pauvreté, de la précarité. Dès lors, la culture est-elle un bon levier de reconversion pour les habitants ? N’est elle pas réservée à la classe créative, c’est-à-dire la classe sociale aisée ?

Comment est-elle perçue par les habitants ? Est-elle bénéfique pour eux ? En faisant quelques recherches sur la question, cette supposition s’avère vraie si l’on s’en tient à la littérature. Des auteurs comme Liefoghe expliquent que la culture est vite associée à un luxe, en particulier dans une région de tradition industrielle. Celle-ci serait réservée aux classes les plus hautes alors que la population locale se constitue principalement de personnes au chômage ou dans des emplois précaires. Lusso, dans son étude du Bassin Minier du Nord-Pas de Calais, précise que les équipements culturels sont perçus par les populations comme trop élitistes. Ce même point de vue a été explicité dans les années 1960 par Bourdieu. Pour le sociologue, les musées sont réservés aux classes les plus favorisées. Ces observations, certes anciennes, sont toujours d’actualité si l’on s’en réfère aux chiffres officiels du Ministère de la Culture. L’accès à la culture est toujours inégal, les musées sont majoritairement visités par des cadres supérieurs bien loin devant les ouvriers (Deszpot, 2017) qui ne représentent que 2% des visiteurs. Dès lors, la stratégie culturelle apparaît en fracture par rapport aux envies et préoccupations des habitants. La régénération urbaine culturelle pourrait alors être vecteur de sentiment d’exclusion et renforcer les tensions déjà existantes. Ce point est d’autant plus important que les initiatives culturelles ont pour objectif premier de changer l’image répulsive du territoire. Cependant, si la population n’adhère pas aux politiques culturelles, le chemin vers l’acceptation du patrimoine minier est encore longue.

En cherchant des témoignages allant dans ce sens ou dans l’autre, nous nous apercevons que très peu d’articles s’intéressent à la satisfaction ou au mécontentement des populations. La plupart restent évasifs, laissant entendre que la culture n’est pas toujours bien perçue par les populations locales... Les autres martèlent tous la même rengaine “70% de la population se dit fière du Bassin Minier depuis l’arrivée du Louvre”, laissant penser que le bref sondage réalisé dans le cadre de Louvre-Lens est suffisant pour les convaincre que la population valide les politiques culturelles, ce qui entre en contradiction avec ce que les autres articles laissent en suspens. Pourquoi trouvons-nous si peu d’articles, de témoignages, de sondages sur la perception des habitants ? Est-ce parce qu’ils sont réellement évincés des projets ? Est-ce eux qui ne se sentent pas concernés ? Sont-ils vraiment au courant des différentes opérations culturelles sur leur territoire ? Cette dernière question peut faire sourire par sa simplicité déconcertante. Pourtant, elle s’avère essentielle. En effet, dans un article de La voix du Nord le journaliste explique “Deux heures. Il nous aura fallu deux heures de déambulation dans le quartier Chabaud-Latour pour trouver le premier habitant au courant de l’inscription de sa cité dans le périmètre UNESCO. Au total, sur la vingtaine de personnes interrogées, seulement quatre étaient informées du classement il y a cinq ans”. Des chiffres alarmants qui découlent certainement d’un manque de communication et de sensibilisation. A l’inverse, si le label UNESCO n’est pas très populaire aux yeux de la population locale, le Louvre-Lens lui est connu. D’ailleurs, le principal objectif lors de l’implantation du musée était qu’il soit destiné aux locaux. Un pari qui a tenté d’être relevé grâce à de nombreuses initiatives : mise en place d’un parcours ouvert plutôt que des salles classées époque par époque, simplification des plaquettes de renseignement, présence de médiateurs dans les salles pour aiguiller les visiteurs sur les oeuvres (Deszopt, 2017)... Un pari qui semble être réussi car le Louvre est fréquenté à 18% par des ouvriers et des employés, à en juger par la presse. Nombreux sont les journaux qui ont repris cette information, la brandissant comme une victoire : La croix, La voix du Nord, 20 Minutes... Cependant, il semble que cette information soit à nuancer car elle prend à la fois en compte les ouvriers et les employés. En recherchant la part réelle d’ouvriers, qui plus est difficile à trouver car tous les médias cités plus hauts affichent fièrement le “18%”, nous prenons conscience qu’elle représente 1% des visiteurs. La population ouvrière, soit 30% des habitants de la région, est donc largement sous représentée (El Kaladi, 2017). Par ailleurs, ce pourcentage d’ouvriers au Louvre apparaît encore plus faible si nous le comparons avec la moyenne française de fréquentation des musées par les classe ouvrières qui est de 3%. La victoire est alors moins impressionnante que ce que l’on nous laisserait penser la presse. Les classes moyennes-basses sont peut-être plus représentées au Louvre-Lens que dans les autres musées français (part d’employés et d’ouvriers estimée à 12%), cependant la fréquentation réelle des classes ouvrières reste très mince bien que le parcours ouvert soit gratuit...

L’enjeu est alors de renforcer les initiatives à destination de la population. L’idée est de lui donner envie d’aller visiter un



musée ou d’aller voir un concert tout en désacralisant la culture. Si le public visé est la population locale, la stratégie muséale doit prendre le contre pied de ce qui est fait d’habitude. Bien que de nombreuses actions ont été menées en ce sens, en particulier au Louvre-Lens, il faudra être patient. Un changement de perception sociétale s’étend sur plusieurs années.

Ce manque d’appropriation par les populations locales, n’est-il pas également lié au manque de consultation des habitants lors de la mise en place de ses projets ? L’effet top-down peut en effet être l’une des causes. Il semble difficile d’adhérer à un projet quand nous n’y avons pas participé. L’idée qui émerge ici est d’intégrer les populations au processus de décision pour entendre leur voix. Ceci peut se faire par le biais de réunions et/ou grâce à des sites internet permettant aux citoyens de

**b. La culture, vecteur de gentrification**

Comme nous venons de le voir, la culture semble réservée aux classes les plus hautes et apparaît trop élitiste pour les classes basses. Dès lors, l’ensemble des initiatives culturelles mises en place sur le Bassin Minier, vont-elles attirer des populations aisées ? Vont-elles mener à des phénomènes de gentrification comme à Bilbao ? Pour Vickery, la gentrification elle-même est une forme de régénération urbaine. Il explique que la rénovation de propriétés à valeur ajoutée entraîne l’installation de cafés, de restaurants, de galeries. La gentrification est-elle inévitable ? Voire est-elle nécessaire ?

D’autre part, de nombreux auteurs s’interrogent sur l’existence d’un lien entre les politiques de rénovation de l’habitat et le phénomène de gentrification (Miot, 2013). En effet, le renouvellement urbain des territoires industriels passe par l’amélioration de cadre de vie et donc des logements. Cette amélioration se veut créative et innovante pour attirer les populations aisées à venir y habiter ou visiter (Miot, 2013). Pour Miot, l’attraction des groupes sociaux aisés constitue une stratégie essentielle du développement territorial. Il est rejoint par Florida qui affirme que la culture et la créativité constituent des facteurs d’attractivité. Elles s’affirment comme des ressources pour attirer la classe dite créative et donc assurer le développement économique. Nous retrouvons également ce phénomène dans le Bassin Minier du Nord-Pas de Calais. Sur ce territoire, une grande partie des anciennes cité minières sont aujourd’hui à l’abandon. La requalification des logements est donc nécessaire pour améliorer le cadre de vie des habitants d’une part, et d’autre part pour en attirer de nouveaux. De nombreux corons nécessitent des rénovations, pour certains depuis des décennies, ils sont abandonnés, grillagés et murés par la Soginordpas, une des filiales du premier bailleur régional Maison et Cité. La Soginordpas s’occupe de tous les logements issus des compagnies minières de la région. A Auchel par exemple, à l’extrémité ouest du Bassin Minier, un documentaire a été réalisé pour comprendre les actions de la Soginordpas en terme de rénovation de l’habitat. Dans cette commune, l’habitat insalubre pousse les habitants à quitter les corons qui sont peu à peu désertés. L’abandon des logements laisse derrière lui une image négative, délaissée qui pousse d’autres habitants, à leur tour, à quitter les lieux. En effet, une habitante explique “Quand je sortais dans ma rue et que je voyais toutes ces maisons grillagées, tu te poses des questions et tu te dis, moi je m’en vais” et un autre rétorque “Il faut partir ce n’est plus viable”. Ceci n’est qu’un exemple, tous les acteurs interrogés dans le documentaire se mettent d’accord sur ce point.

Les cités minières vides et murées se dégradent. Elles sont alors rasées et laissent place à des pavillons modernes. Des milliers de corons ont déjà été rayés de la carte. Plus précisément, le patrimoine immobilier de la Soginordpas a dégringolé ces dernières années, passant de 100.000 logements dans les années 1980 à 62.000 en 2015 à cause des destructions massives. Les habitants délogés se voient proposer des solutions de relogement mais qui ne leur conviennent pas forcément: des logements plus petits et plus chers que tous ne peuvent pas s’offrir. Les confessions des habitants vont dans ce sens: “Entre le loyer que je paie maintenant et celui que je vais payer c’est pas pareil, avec 688 euros de retraite on va pas loin et le loyer qu’on me propose c’est 460 euros. En plus je ne peux même pas y mettre la moitié de mes meubles”. “On paie un loyer raisonnable 256 euros, le

loyer va augmenter, mon mari a dû reprendre cinq ans avant sa retraite car on ne va pas avoir des grosses retraites”. “Les nouveaux loyers sont beaucoup plus chers, autour des 500 euros”. Ces nouveaux logements, trop chers pour les habitants attirent des populations plus aisées, contribuant au phénomène de gentrification.

Un autre problème émerge avec la destruction des cités minières, celui de la destruction du patrimoine industriel en général. Ce qui va à l’encontre des stratégies de préservation. Les habitants eux aussi s’opposent à la destruction de l’habitat minier. Ils affirment “Ici nos maisons sont belles, beaucoup plus belles que celles qu’ils sont en train de construire”. “Les baraques qui sont la bas me plaisent pas, il faut qu’ils rénovent nos maisons”. “Pourquoi ils rénovent pas nos maisons, on nous fait des baraques qu’on veut pas”. Ce dernier point soulève une nouvelle question, la gentrification des villes industrielles semble bien loin de l’identité ouvrière initiale. La culture constitue-t-elle un risque d’effacer le passé ? C’est ce que nous allons expliciter immédiatement.

**3. Nouvelles opérations gomme-t-elles le passé ?**

Les opérations de renouvellement urbain par la culture sont parfois controversées car elles semblent effacer le patrimoine industriel comme nous l’avons vu avec les politiques de rénovation de l’habitat. Effectivement, il s’agit d’une démarche radicale visant à détruire pour reconstruire du neuf. Une telle approche gomme la mémoire de l’ancien usage industriel (Nyle, 2009) et coupe les racines ouvrières. D’autres exemples moins extrêmes émergent sur le territoire, en réinvestissant des bâtis en changeant leur fonction. En effet, pour Lusso les architectes et paysagistes doivent réussir à reconstituer l’ambiance industrielle originelle. Sur les nombreux sites de mémoires, seulement les matériaux utilisés initialement pour la construction (notamment les briques) ont été réutilisés pour leur restauration. Cependant, de telles opérations ne sont toujours pas toujours une réussite, certains estiment que les nouveaux bâtiments comme le Louvre Lens ne s’intègrent pas bien dans le paysage à cause de l’architecture contemporaine, d’autres défendent le projet en affirmant que l’architecture transparente permet une bonne intégration du musée dans son paysage.

Les politiques de reconversion sont-elles compatibles avec les principes de l’Unesco qui protège le patrimoine ?

# Conclusion

Pour conclure ce PFE, l’Europe a fortement été touchée par la désindustrialisation. L’économie des grandes villes et régions était basée sur l’industrie et quand celle-ci s’est effondrée, ce sont les territoires entiers qui ont coulé avec elle. Dès lors, des problématiques économiques, sociales et urbaines sont apparues : les anciens bassins industriels se sont paupérisés, le chômage a augmenté et les friches n’ont cessé de se multiplier. Face à ce constat alarmant, les villes ont tenté d’impulser un renouveau urbain et la culture est apparue comme un outil phare de reconversion. Partout ont émergé des initiatives culturelles plus ou moins importantes, allant des occupations des friches marginales (ou non) d’artistes occupant jusqu’à des évènements et projets de grande ampleur comme l’accueil de la Capitale Européenne de la Culture ou la construction d’un bâtiment iconique. Plus que l’architecture et les interventions artistiques, la considération de la culture s’étend au patrimoine. En effet, le patrimoine industriel constitue l’identité du territoire et il ne faut pas le nier. Conscientes, de cette force qui unit les habitants autour d’une histoire commune et unique, de nombreuses villes ont décidé de ne plus tourner le dos au passé et d’arrêter les démarches constituant à faire table rase. De nouvelles stratégies visant à réinvestir les bâtis existants ont émergé. Ceux-ci sont restaurés et réinvestis avec de nouveaux usages culturels (musées, théâtres, salle de concerts) ou non (bureaux, salle de séminaires). L’objectif premier de ces interventions est de changer l’image des territoires industriels qui sont systématiquement associés à des problématiques de déclin urbain (friche) et économique (chômage, pauvreté). Puis, c’est un nouveau développement économique basé sur le secteur culturel et le tourisme qui est envisagé.

Le Bassin Minier du Nord-Pas de Calais, après l’effondrement des mines c’est-à-dire de son économie est tombé en désuétude. S’inspirant des exemples culturels florissant partout, il s’est aussi lancé dans la reconversion culturelle. De nombreuses démarches visant à reconnaître de patrimoine ont été mises en place : classement des bâtiments aux Monuments Historiques, inscription au patrimoine mondial de l’Unesco, réinvestissement du bâti industriel... Les populations ont ainsi commencé à prendre conscience de la valeur patrimoniale qui les entourait, et ont porté un regard nouveau sur leur territoire. Conjointement à ce processus de patrimonialisation, nombre d’équipements culturels ont été développés, certains dans les anciennes industries minières, d’autres ex nihilo en utilisant une architecture iconique et innovante dont l’exemple de plus percutant est sans aucun doute celui du Louvre-Lens. Bien que tardivement, les équipements culturels ont été pensé non plus dans leur individualité mais dans leur rapport au territoire. La planification urbaine intègre désormais ces initiatives dans son processus de développement pour créer un ensemble cohérent. Les effets positifs de ces politiques n’ont pas tardé à se faire sentir: image nouvelle largement relayée dans la presse, reconnaissance mondiale notamment avec le label Unesco, attraction de touristes, développement et retombées économiques, baisse du chômage...

Malgré tous ces bénéfices, ce PFE a voulu être critique et tester les limites de la reconversion culturelle. Tout d’abord, voyant les mêmes initiatives être reproduites partout dans les villes postindustrielles, la question suivante a été posée : la stratégie de renouvellement par la culture est-elle infiniment applicable ? Sans failles ? A force de faire naître des initiatives culturelles similaires, les villes entre en concurrence. Le Bassin Minier fait difficilement le poids face à Lille ou Paris et les retombées économiques sont moindres que celles qui étaient espérées. En effet, l’arrivée du Louvre-Lens a voulu reproduire l’effet Bilbao et son Guggenheim, sauf que les deux villes ne sont absolument pas comparables en terme de démographie, de rôle au sein de la région, et en intégration du projet phare dans la ville. De ce fait Lens ne peut espérer avoir autant d’effet que Bilbao.

Ensuite, un autre point a été interrogé, celui du regard des population face aux initiatives culturelles. Il est apparu que la culture ne correspond pas vraiment aux attentes des habitants et à leurs besoins. En effet, la population constituée à 30% d’ouvriers s’intéresse très peu à la culture, cette dernière s’adresse principalement aux classes sociales hautes ou créatives. Ces sont ces types de groupes sociaux qui sont donc attirer dans les territoires culturels que ce soit pour y vivre ou bien pour visiter. Ainsi apparaissent des phénomènes de gentrification, renforcée par les reconversion de l’habitat qui ne s’adressent pas aux population locales avec leur loyers trop élevés.

Finalement, les initiatives culturelles et la patrimonialisation sont-elles des outils de développement territorial ? La culture peut, de toute évidence, constituer un levier de développement car elle est elle-même empreinte de changement. Comme l’explique à juste titre Etienne Marest, la culture a toujours participé à éclairer les consciences, elle interroge, elle ouvre les esprits, brise les codes et les références pour en questionner d’autres. Elle apparait donc comme l’outil parfait pour accompagner le changement car elle-même vecteur de transformation. En revanche, les politiques culturelles ne sont pas toujours adaptées aux territoires ruraux /anciennement industriels car ne profitent pas directement à la population que ce soit en terme d’emploi, d’intégration sociale ou bien de loisirs. En plus de ce point, Hélène Cettolo ajoute que l’action culturelle dans un secteur rural peut faire face à un paradigme. D’un côté, parfois, les stratégies culturelles se basent uniquement sur un passé disparu. D’un autre côté, ces initiatives prennent le contre-pied et s’ouvrent sur la modernité, l’urbain venant jusqu’à nier l’identité et les valeurs du territoire. Tel n’est pas le cas du Bassin Minier du Nord-Pas de Calais qui a su utiliser la force de son passé et son riche patrimoine industriel pour le protéger, le mettre en valeur et le faire vivre en lui imputant de nouveaux usages ; tout en menant un parallèle des actions plus modernes et plus innovantes comme le musée du Louvre-Lens. En ce point, le Bassin minier peut vraiment servir d’exemple. De plus, les retombées positives des initiatives culturelle sur ce territoire ne manquent pas tant sur le plan économique (création d’emplois, baisse du chômage, développement du tourisme), urbain (résorption des friches, mise en valeur du patrimoine) et symbolique (changement d’image, attractivité, renommée internationale). En revanche, la réussite n’est pas encore totale car l’aspect social a été mis de côté. Les populations ont été quelque peu laissées pour compte car elles ne sont pas les premières bénéficiaires de la création d’emploi ni les premières consommatrices des activités culturelles et l’ensemble de ces initiatives ne s’accorde pas à leurs attentes et apparaissent bien souvent comme de la cosmétique. Ici apparait le point que nous soulevions dans la première partie de ce travail, éclairé par Etienne Marest qui explique que la condition *sine qua non* de réussite de la reconversion culturelle est le côté humain. Le développement local s’adresse d’abord à une population et doit être fait pour elle, au mieux avec elle.

Ici nous ne remettons pas en cause le levier culturel dans le renouvellement urbain mais plutôt les usages qui en sont faits. Pour réaliser un développement local abouti, le projet doit être transversal, c’est à dire social, économique, urbain, écologique en trouvant le bon curseur entre l’ancien et le moderne. Les initiatives du bassin Minier en terme de culture sont audacieuses mais méritent d’être plus réfléchies. Dans un sens il faut qu’elles soient mieux intégrer au territoire notamment en terme d’accès et d’offres d’accueil (restaurants, hôtel). Enfin, les populations locales étant les premiers bénéficiaires des projets, leurs voix méritent d’être entendues pour que les projets correspondent aussi à ce qu’ils veulent eux sur leur territoire. La participation citoyenne peut être un bon levier, ce n’est qu’en participant à l’élaboration de projets que nous pouvons y adhérer.



# Bibliographie

Andres Laure . “Temps de veille de la friche urbaine et diversité des processus d’appropriation : la Belle de Mai (Marseille) et le Flon (Lausanne)”. - Géocarrefour, 1 avril 2006. Vol. Vol. 81, n°2, p. 159-166.

Bailoni Mark. “La reconversion des territoires industriels par la culture dans les villes britanniques : un modèle en crise ? », Belgeo [Online], 1 | 2014  
http://journals.openedition.org/belgeo/12753 ; DOI : 10.4000/belgeo.12753

Bianchini Franco, Greene Lesley, Landry Charles, Matarasso François. “THE ART OF REGENERATION, Urban Renewal through Cultural Activity”. Joseph Rowntree Foundation, 1996.  
https://illuminart.com.au/wp-content/uploads/2012/08/indonesia-charleslandry-artofregeneration.pdf

Cambon Diane. «Comment le Guggenheim a transformé Bilbao?», Le Figaro, 2007.  
http://www.lefigaro.fr/culture/2007/10/15/03004-20071015ARTFIG90271-comment\_le\_guggenheim\_a\_transforme\_bilbao.php

Cettolo Hélène. « Action culturelle et développement local en milieu rural. Le cas de trois projets culturels en Midi-Pyrénées », Ruralia [En ligne], 06 | 2000.  
http://journals.openedition.org/ruralia/156

Chevasson, Antoine. “Le véritable effet Guggenheim Bilbao”. Le dandy Libéré. 2017.  
https://ledandylibere.wordpress.com/2017/10/25/le-veritable-effet-guggenheim-bilbao/

Crépelle, Emmanuel “Les cinq ans du Louvre-Lens passés à la moulinette (sans concession) des économistes”. La voix du Nord. 2017  
http://www.lavoixdunord.fr/279175/article/2017-12-12/les-cinq-ans-du-louvre-lens-passes-la-moulinette-sans-concession-des-economistes

Delalex, Gilles. “Le flagship et le public”. Tous urbains, 17,(1). 2017. pp 56-59. doi:10.3917/tu.017.0056.  
https://www.cairn.info/article.php?ID\_ARTICLE=TU\_017\_0056

Deszpot Thomas. “Le Louvre-Lens a-t-il réussi le pari de la culture pour tous ?”. L’imprévu. 2017  
https://limprevu.fr/articles/23-06-2016/louvre-lens-a-t-reussi-pari-de-culture

Di Méo, Guy. “Processus de patrimonialisation et construction des territoires”. Colloque Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser, 2007, Poitiers- Châtellerault, France. Geste éditions, 2008. pp.87-109.  
https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00281934

Durant, Thomas. “Comment les capitales européennes de la culture sont-elles choisies ?”. le Point, 2016.  
http://www.lepoint.fr/societe/comment-les-capitales-europeennes-de-la-culture-sont-elles-choisies-21-10-2016-2077615\_23.php

El Kaladi Inès. “Louvre-Lens : quel bilan cinq ans après l’ouverture ?”. France 3 région. 2017  
https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/pas-calais/lens/louvre-lens-quel-bilan-cinq-ans-apres-ouverture-1377541.html

Escudier Jean-Noël. “Culture - Louvre-Lens : faut-il croire à l’effet Bilbao» ?”. Caisse de Dépôts de territoires. 2012  
https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/LOCActu/ArticleActualite&-cid=1250264562170

Euralens. “Louvre-Lens, chiffres clefs et impacts 2015”. Livret Euralens n°7. 2015.  
http://www.missionbassinminier.org/fileadmin/user\_upload/Actualites/Louvre-Lens\_Chiffres\_cles\_et\_impacts\_2015.pdf

Fontaine, Marion. “Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais candidat à l’Unesc”, 2010  
http://fresques.ina.fr/memoires-de-mines/fiche-media/Mineur00263/le-bassin-minier-du-nord-pas-de-calais-candidat-a-l-unesco.html

GRAVARI-BARBAS, Marie. “Habiter le patrimoine : Enjeux, approches, vécu”. Presses universitaires de Rennes, 2005. p. 581-598. (Géographie sociale) Disponible sur http://books.openedition.org/pur/2295?lang=fr#authors

Hermann Geneviève. “Tops et flops du Louvre-Lens (4/4) : la dynamique est là... mais où sont les investisseurs ?”, La tribune. 2016  
https://www.latribune.fr/regions/nord-pas-de-calais/tops-et-flops-du-louvre-lens-4-4-la-dynamique-est-la-mais-ou-sont-les-investisseurs-589484.html

Jeannier Fabien. “Culture et régénération urbaine : le cas de Glasgow”. Géoconfluences. 2008  
http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/urb1/MetropScient7.htm

Kahn, R. “La dimension culturelle du développement territorial”. Revue d’Économie Régionale & Urbaine, octobre 2010 . pp 625-650. doi:10.3917/reru.104.0625.

Liefooghe Christine. « Lille 2004, capitale européenne de la culture ou la quête d’un nouveau modèle de développement », Méditerranée. 2010  
http://journals.openedition.org/mediterranee/4249 ; DOI : 10.4000/mediterranee.4249

Lucchini Françoise. Capitales Européennes de la Culture. Changer l’image internationale d’une ville. In: Les Annales de la recherche urbaine, N°101, 2006. pp. 90-99.  
www.persee.fr/doc/aru\_0180-930x\_2006\_num\_101\_1\_2675 ; DOI : 10.3406/aru.2006.2675

Lusso, Buno. “Patrimonialisation et greffes culturelles sur des friches issues de l’industrie minière”, EchoGéo 26, 2013. Disponible sur: http://journals.openedition.org/echogeo/13645 ; DOI : 10.4000/echogeo.13645

Marest, Étienne. Culture et développement territorial. Pour, 209-210,(2), 223-230. 2011. doi:10.3917/pour.209.0223.  
https://www.cairn.info/revue-pour-2011-2-page-223.htm#re1no1

Masbounji, Ariella. “Bilbao, nouvelle Mecque de l’urbanisme”. Annales des Mines - Réalités industrielles, février 2008. pp 45-48.  
http://www.annales.org/ri/2008/ri-fevrier-2008/Masbounji.pdf

MBMag’, Mission Bassin Minier, N°1, sept 2003.

MBMag’, Mission Bassin Minier, N°2, janv 2004.

Melin, Hélène. “La construction d’un patrimoine industriel dans le Nord – Pas-De-Calais : Du travail de mémoire au développement local”. Thèse : Université de Lille, 2002.  
https://ori-nuxeo.univ-lille1.fr/nuxeo/site/esupversions/e573ae77-5070-404e-9dc1-40f192cd52db

Melin, Hélène. “La mobilisation patrimoniale dans le bassin minier Nord – Pas-de-Calais, entre construction symbolique et développement local”

Miles Malcolm. “A Post-creative City” RCCS Annual Review, 5. 2013.  
http://journals.openedition.org/rccsar/506

Miot Yoan. “Renouveler l’habitat des quartiers anciens dans le cadre de la « Politique de la Ville” : la gentrification comme horizon ? – Les exemples de Mulhouse, Roubaix et Saint-Etienne », Métropoles [En ligne], 13 | 2013.  
http://journals.openedition.org/metropoles/4777

Moore Rowan. “The Bilbao effect: how Frank Gehry’s Guggenheim started a global craze”The Guardian, 2017.  
https://www.theguardian.com/artanddesign/2017/oct/01/bilbao-effect-frank-gehry-guggenheim-global-craze

Nyle Eve, ‘les enjeux en Europe de la reconversion du patrimoine industriel en lieu de culture”. Artfactories. 2009.

<https://www.artfactories.net/Rapport-seance-de-travail-Les.html>

Max. “Villes post-industrielles : pour une nouvelle approche”, Métropolitiques, 2013.  
<http://www.metropolitiques.eu/Villes-post-industrielles-pour-une.html>

Paneraï Philippe. “L’effet Bilbao”. Tous urbains, 8,(4). 2014. pp 20-21. doi:10.3917/tu.008.0020.  
[https://www.cairn.info/article.php?ID\\_ARTICLE=TU\\_008\\_0020](https://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=TU_008_0020)

Oster, Daniel. “Patrimoine et patrimonialisation, de l’objet à la relation”. Les cafés Géographiques, 2015. <http://cafe-geo.net/patrimoine-et-patrimonialisation-de-lobjet-a-la-relation/>

Peregil Francisco, “Monumento a la incoherencia”. El País, 2011.  
[https://politica.elpais.com/politica/2011/11/11/actualidad/1321028878\\_539150.html](https://politica.elpais.com/politica/2011/11/11/actualidad/1321028878_539150.html)

Perrault Marie «La médiation de la Valeur universelle exceptionnelle des sites français inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l’UNESCO.» Rapport de Master: Université de Reims Champagne-Ardenne, 2016. p 103-111

Sauteron Jacques. “Patrimoine industriel : diversité et valorisation culturelle dans un univers numérique”. Mémoire d’études, Université de Lyon. 2012. pp23.  
<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/56681-patrimoine-industriel-diversite-et-valorisation-culturelle-dans-un-univers-numerique.pdf>  
Sirot, Stéphane. “Plan de reconversion dans les houillères du Nord Pas-de-Calais”. Mineurs du monde, mémoire des Mines.  
<http://fresques.ina.fr/memoires-de-mines/fiche-media/Mineur01010/plan-de-reconversion-dans-les-houilleres-du-nord-pas-de-calais.html>

Tobelem Jean-michel. “Le Louvre-Lens n’aura pas « l’effet Bilbao » escompté”. Le Monde. 2016  
[https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/21/le-louvre-lens-a-t-il-echoue\\_4985662\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/21/le-louvre-lens-a-t-il-echoue_4985662_3232.html)

Vickery Jonathan, “The Emergence of Culture-led Regeneration: A policy concept and its discontents”. University of Warwick Research Papers No 9. 2007.  
[https://warwick.ac.uk/fac/arts/theatre\\_s/cp/research/publications/centrepubs/ccps.paper9.pdf](https://warwick.ac.uk/fac/arts/theatre_s/cp/research/publications/centrepubs/ccps.paper9.pdf)

## Webographie

Artfactories, le 05/03/2018  
[https://www.artfactories.net/IMG/enjeux\\_europe\\_reconversion.pdf](https://www.artfactories.net/IMG/enjeux_europe_reconversion.pdf)  
Atlas Patrimoine Bassin Minier, le 22/11/2017 <http://www.atlas-patrimoines-bassin-minier.org/> <http://www.atlas-patrimoines-bassin-minier.org/FR/Histoire-16.html> <http://www.atlas-patrimoines-bassin-minier.org/FR/Geographie-15.html> <http://www.atlas-patrimoines-bassin-minier.org/FR/UNESCO-17.html>

Bassin Miné: chantier interdit au public - documentaire, le 10/03/2018  
<https://www.dailymotion.com/video/xvs97y>

Bassin Minier patrimoine Mondiale, le 27/11/2017  
<http://www.bassinminier-patrimoinemondial.org>

Bulletin de Liaison des Professeurs d’Histoire-Géographie de l’Académie de Reims. N°27, 2002. [http://www.cndp.fr/crdp-reims/ressources/brochures/blphg/bul27/ages\\_mine.htm](http://www.cndp.fr/crdp-reims/ressources/brochures/blphg/bul27/ages_mine.htm)

CIE HENDRICK VAN DER ZEE, le 16/03/2018  
<http://www.hvdz.org/compagnie/nos-partenaires/culture-commune>

Indicateurs Lille 2004, le 18/03/2018  
[http://lille2004lille.free.fr/indicateurs\\_bilan.pdf](http://lille2004lille.free.fr/indicateurs_bilan.pdf)

La croix, le 08/12/2017  
[https://www.la-croix.com/Actualite/France/L-Unesco-distingue-le-patrimoine-minier-du-Nord-Pas-de-Calais-\\_NG\\_-2012-07-01-825782](https://www.la-croix.com/Actualite/France/L-Unesco-distingue-le-patrimoine-minier-du-Nord-Pas-de-Calais-_NG_-2012-07-01-825782)

La voix du Nord. “Ils vivent dans une cité classée, mais ne le savent pas forcément”. le 15/03/2018  
<http://www.lavoixdunord.fr/197840/article/2017-07-28/ils-vivent-dans-une-cite-classee-mais-ne-le-savent-pas-forcement>

Le Louvre, le 20/03/2018  
<https://www.louvre.fr/de-20h-22h-le-projet-du-louvre-lens-architecture-et-paysage>

Mission Bassin Minier, le 10/12/2017  
<http://www.missionbassinminier.org>  
<http://www.nature-et-paysage.eu/wp-content/uploads/2014/07/le-bassin-minier-light.pdf> <http://www.bassinminier-patrimoinemondial.org/wp-content/uploads/2015/03/Livret-exposition-Bassin-Minier-Patrimoine-mondial-2014.pdf> <http://www.bassinminier-patrimoinemondial.org/trois-siecles-dhistoire/> <http://www.bassinminier-patrimoinemondial.org/les-compagnies-minieres-1720-1944/> <http://www.bassinminier-patrimoinemondial.org/un-paysage-culturel/> <http://www.bassinminier-patrimoinemondial.org/wp-content/uploads/2015/03/Livret-des-100-sites-UNESCO.pdf>  
<http://www.missionbassinminier.org/nos-chantiers/grands-projets/louvre-lenseuralens.html>

NordMag, le 20/11/2017 [http://www.nordmag.com/patrimoine/histoire\\_regionale/histoire\\_charbon/histoireducharbon.htm](http://www.nordmag.com/patrimoine/histoire_regionale/histoire_charbon/histoireducharbon.htm)

O’Miel, 2010  
<https://cpdt.wallonie.be/sites/default/les/pdf/9-omiel.pdf>

Toupie, le 25/11/2017  
<http://www.toupie.org/Dictionnaire/Patrimoine.html>

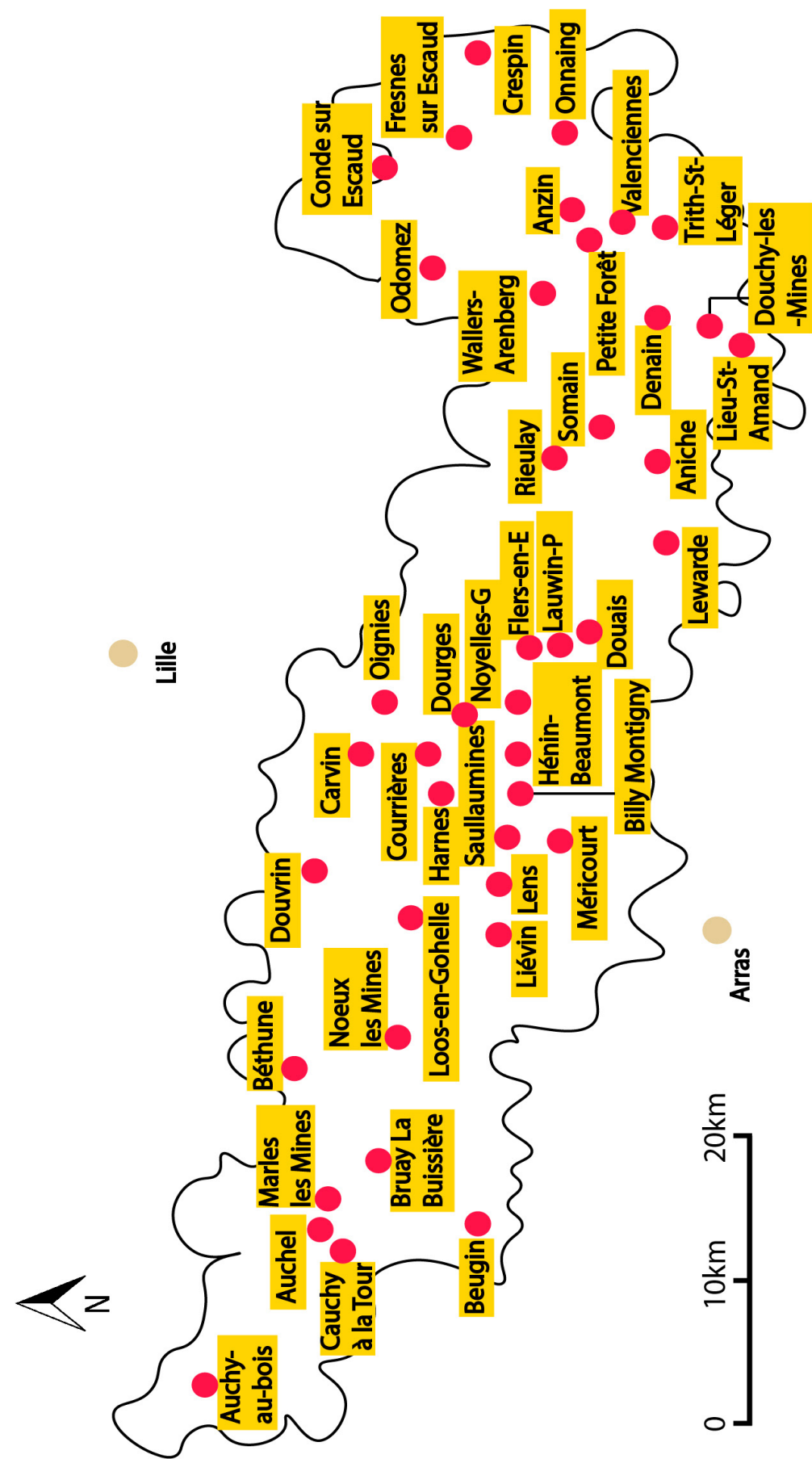
Tourisme Lens Liévin 10/03/2018  
<http://www.tourisme-lenslievin.fr/culture-commune/loos-en-gohelle/tabid/8901/offreid/58fdcca7-48a0-44df-bbf2-88dad3e3e6cb/detail.aspx>

Unesco, le 15/11/2017  
<http://whc.unesco.org/fr/list/1360> <http://whc.unesco.org/fr/criteres/>

Wikipédia, le 15/11/2017  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Région\\_minière](https://fr.wikipedia.org/wiki/Région_minière) [https://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:Bassin\\_minier\\_du\\_Nord-Pas-de-Calais](https://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:Bassin_minier_du_Nord-Pas-de-Calais)  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Compagnie\\_des\\_mines\\_d'Anzin](https://fr.wikipedia.org/wiki/Compagnie_des_mines_d'Anzin)



Annexe 1: Cartographie du Bassin minier (source: personnelle)



CITERES UMR 7324  
Cités, Territoires,  
Environnement et Sociétés

Equipe DATE  
Dynamiques et Actions  
Territoriales et Environnementales



35 allée Ferdinand de Lesseps  
BP 30553  
37205 TOURS cedex 3

**Directeurs de recherche :** RINIERI Camille  
Projet de Fin d'Études  
DA5  
2017-2018

BLONDEL Cyril  
VERDELLI Laura

LA RECONVERSION CULTURELLE DU BASSIN MINIER DU NORD-PAS DE CALAIS :  
La patrimonialisation est-elle un outil de développement local ?

Résumé :

Après trois siècles d'exploitation du charbon, le Bassin Minier du Nord-Pas de Calais s'incline face aux nouvelles énergies. Les industries minières ferment et des milliers d'hectares de friches apparaissent entraînant des problèmes socio-économiques tels que la paupérisation et le chômage. Dès lors, les politiques misent sur la reconversion industrielle par la culture, comme de nombreuses villes occidentales l'ont fait auparavant. D'une part, le patrimoine industriel est peu à peu reconnu et valorisé, considéré comme l'héritage du territoire. C'est ce que l'on appelle le processus de patrimonialisation qui se conclut par l'inscription du territoire au Patrimoine Mondial de l'Humanité en 2012. D'autre part, naissent d'innombrables initiatives culturelles et artistiques dont les plus importantes sont l'évènement Lille 2004 Capitale Européenne de la Culture et le projet phare du musée Louvre-Lens. Un changement d'image s'opère peu à peu sur le territoire, avec une baisse du chômage et le réinvestissement des friches. Ce succès est cependant à nuancer, l'effet Bilbao tant attendu avec le Louvre-Lens n'est pas au rendez-vous. Cela s'explique d'une part par le manque d'inclusion de ces stratégies dans une planification urbaine globale et d'autre part par la population locale, composée à 30% d'ouvriers qui ne sent pas concernée par les initiatives culturelles. Ce dernier point a également entraîné un processus de gentrification dans la région. Cela nous amène à conclure que la patrimonialisation et le renouvellement urbain par la culture sont des leviers de développement local mais ils nécessitent de prendre en compte les besoins du territoire, ceux de ses habitants et de construire un projet à grande échelle pour que les initiatives culturelles s'intègrent au mieux dans le territoire.

**Mots clefs :** bassin minier, culture, développement local, effet Bilbao, friches, gentrification, identité, patrimoine, patrimonialisation, projet phare, reconversion, régénération urbaine, territoire, Unesco.